

Document:	<u>EB 2007/90/R.8</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>7</u>
Date:	<u>14 mars 2007</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Cœuvrer pour que les ruraux pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Honduras

Options stratégiques pour le programme-pays

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dixième session
Rome, 17-18 avril 2007

Pour: **Examen**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Ladislao Rubio

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2575
courriel: l.rubio@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iii
Résumé de la stratégie pour le pays	iv
I. Introduction	1
II. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	3
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	5
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	5
B. Enseignements tirés	6
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	7
A. Avantage comparatif du FIDA	7
B. Objectifs stratégiques	7
C. Perspectives d'innovation	10
D. Stratégie de ciblage	11
E. Articulation au niveau des politiques	12
V. Gestion du programme	13
A. Gestion du COSOP	13
B. Gestion du programme de pays	13
C. Partenariats	13
D. Gestion des savoirs et communication	15
E. Cadre de financement SAFP	15
F. Risques et gestion des risques	16

Appendices

I. COSOP consultation process (Processus d'élaboration du COSOP)	1
II. Country economic background (Données économiques de base)	9
III. COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats)	10
IV. Previous COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP précédent)	11
V. CPE agreement at completion point (Accord conclusif de l'EPP)	14

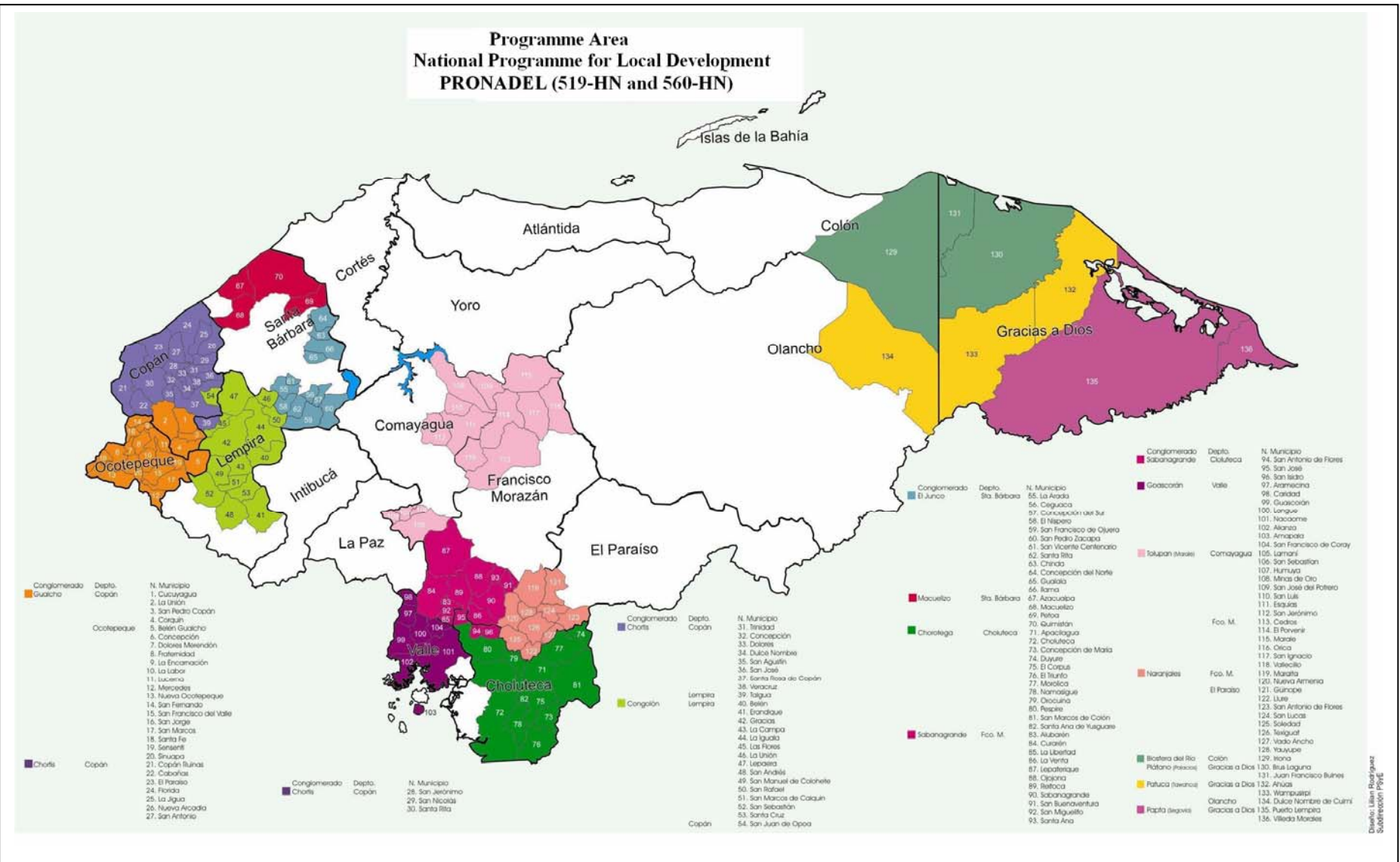
Dossiers clés

Dossier clé 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues (Pauvreté rurale et secteur agricole et rural)	19
Dossier clé 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis) (Matrice des organisations [Analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])	21
Dossier clé 3: Complementary donor initiative/partnership potential (Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats)	26
Dossier clé 4: Target group identification, priority issues and potential response (Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables)	28

Sigles et acronymes

BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
COSOP	options stratégiques pour le programme-pays
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
PREVAL	Programme de renforcement des capacités régionales aux fins du suivi et de l'évaluation des projets de lutte contre la pauvreté rurale en Amérique latine et aux Caraïbes
PRONADEL	Programme national de développement local
PRONADERS	Programme national de développement rural durable
PROSOC	Projet de développement rural dans la région sud-ouest
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
UPEG	Unité de planification et d'évaluation de la gestion

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA



Source : FIDA
 Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé de la stratégie pour le pays

1. Ces options stratégiques pour le programme-pays (COSOP), deuxième document de ce type préparé pour le Honduras, couvre la période 2007-2011. Au Honduras, la pauvreté n'a pour l'essentiel pas évolué depuis 1997 et le degré d'inégalité des revenus reste inchangé depuis 2003. Toutefois, de 2003 à aujourd'hui, l'incidence de la pauvreté est passée de 53 à 51%, et celle de l'extrême pauvreté de 25 à 24%. Bien que la population se répartisse à égalité entre zones urbaines et zones rurales, 74% des pauvres et 86% des très pauvres vivent en milieu rural à l'échelle de tout le pays. Le Honduras a élaboré une stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) en 2001, et l'a révisée en 2006. D'après la dernière évaluation de la mise en œuvre de cette stratégie réalisée en 2005, en dépit des progrès enregistrés, il faut redoubler d'efforts, notamment pour: i) améliorer la stabilité macroéconomique et réduire le déficit budgétaire, tout en adoptant simultanément en matière de dépenses des objectifs de réduction de la pauvreté; ii) renforcer la transparence des systèmes de gestion du budget et des finances publiques; iii) consolider le système des indicateurs de suivi; iv) poursuivre l'action menée par le Gouvernement pour recentrer sur la SRP l'assistance fournie par les donateurs; et v) mieux comprendre les répercussions des réformes et des chocs extérieurs sur la redistribution.
2. En près de 25 ans d'intervention au Honduras, le FIDA s'est concentré sur le renforcement des capacités des populations des hauts plateaux, en leur fournissant un accès à la terre, aux marchés et aux services financiers et autres, ainsi qu'en utilisant des mécanismes de financement distincts pour financer les initiatives des bénéficiaires. La stratégie du FIDA au Honduras est pleinement conforme à la SRP du pays^a et aux vues exprimées par les organisations paysannes, les pouvoirs publics et la communauté des donateurs. Elle s'inscrit également dans le Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010 et répond à ses principes d'engagement. La stratégie a deux objectifs principaux:
 - **Objectif stratégique 1: améliorer les possibilités de création de revenus pour les ruraux pauvres (sur et hors exploitation), en portant une attention spéciale aux femmes.** Pour ce faire, le FIDA augmentera les financements destinés aux initiatives des agriculteurs et encouragera les ménages ruraux à lancer des activités hors exploitation. Il aidera également les ruraux pauvres à s'insérer dans l'économie marchande en leur facilitant l'accès aux technologies et aux investissements nécessaires pour leurs activités agricoles et autres; il les aidera à accéder aux avoirs et aux opportunités, y compris les investissements et les services techniques, qui leur permettront de trouver leur place dans les chaînes de valeur, ainsi qu'à créer des liens entre les secteurs dynamiques et non dynamiques de l'économie.
 - **Objectif stratégique 2: renforcer les capacités d'organisation et le pouvoir de négociation des organisations de ruraux pauvres.** Le FIDA aidera les organisations de ruraux pauvres à renforcer leur capacité de négociation et à établir des alliances avec d'autres acteurs du secteur privé. Il leur permettra également de tirer un meilleur parti des accords commerciaux en créant à leur intention des possibilités de participation aux négociations. De plus, il sensibilisera les organismes publics à la nécessité d'une réactivité accrue aux préoccupations des ruraux pauvres, et il aidera les municipalités à utiliser les ressources disponibles dans le cadre de la SRP en faveur des ruraux pauvres. Le FIDA aidera également les communautés autochtones à exposer clairement leurs préoccupations spécifiques aux organismes publics et privés lorsqu'elles seront en quête d'investissements sociaux et d'autres avantages.

^a Voir appendice III.

3. Pour atteindre ces deux objectifs stratégiques, il faut mettre particulièrement l'accent sur les groupes autochtones – non seulement en raison de leur pauvreté extrême mais également parce que seule la reconnaissance de leur culture distincte et de sa contribution potentielle au développement général permettra de les intégrer dans le processus de développement.

République du Honduras

Options stratégiques pour le programme-pays

I. Introduction¹

1. Ces options stratégiques pour le programme-pays (COSOP) préparées pour le Honduras couvrent la période 2007-2011. Le précédent COSOP portait sur la période 2001-2006. La préparation du présent document a été précédée d'une mission au Honduras qui s'est déroulée en deux temps, entre le 16 juillet et le 2 août, et entre le 29 octobre et le 10 novembre 2006. Au cours de ces visites, le FIDA et le Gouvernement du Honduras ont organisé une série de consultations à Tegucigalpa et à Santa Rosa de Copan, auxquelles ont pris part plus de 35 organisations représentant les petits paysans, les femmes et les groupes autochtones. La mission a également rencontré le personnel des projets financés par le FIDA pour discuter des enseignements tirés de l'expérience des 10 dernières années, et échanger avec les pouvoirs publics, la communauté des donateurs et les ONG des idées préliminaires sur les orientations stratégiques futures. Les recommandations et conclusions de ce processus consultatif sont présentées à l'appendice I.

II. Le contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique générale

2. Situé sur l'isthme d'Amérique centrale, le Honduras a une superficie de 112 492 kilomètres carrés et compte 7,1 millions d'habitants, d'où une densité moyenne de population de 62,2 habitants au kilomètre carré. Le taux actuel de croissance démographique est de 2,8%. D'après les estimations de la Banque mondiale, le RNB par habitant, en utilisant la méthode Atlas, était de 1 040 USD en 2004. Le Honduras est l'un des pays les plus pauvres de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Malgré un taux moyen de croissance économique de 3,1% entre 1995 et 2003, les conditions de vie ne se sont pas améliorées et la pauvreté n'a pas diminué. Le Gouvernement Zelaya, entré en fonctions en janvier 2006, devrait poursuivre les politiques économiques menées par le gouvernement antérieur au titre du mécanisme pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance. D'après les projections de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), l'économie progressera au rythme de 4% en 2006, sous l'impulsion de l'agriculture et des exportations; l'inflation sera de 8% et les réserves internationales augmenteront de 200 millions de USD, ce qui contribuera à la stabilité du taux de change. Les taux d'intérêt resteront stables et le déficit budgétaire de l'État diminuera, passant à 2,3% du PIB. La communauté internationale a reconnu les réalisations du Honduras — maintien de la stabilité économique et léger recul de la pauvreté — en approuvant le troisième examen de l'arrangement mis en place au titre du mécanisme pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, en accordant un allègement de dette au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale, et en appuyant la réduction de la pauvreté par le biais du Compte du défi du Millénaire. Au titre de l'Initiative PPTE renforcée, le FIDA a approuvé un montant total de 1 331 915 DTS en valeur actuelle nette (VAN) et accordé un allègement de la dette d'un montant de 601 503 DTS en VAN.

¹ Pour de plus amples informations, voir l'appendice I.

Agriculture et pauvreté rurale

3. Le secteur agricole employait en 2004 environ 35% de la population active du pays, contribuant à hauteur d'environ 23,2% au PIB et fournissant 74,9% des exportations totales. Cette contribution peut se ventiler comme suit: 63,2% pour les cultures; 10,9% pour le gros bétail; 8,0% pour les produits forestiers; 8,4% pour la volaille; et 5,6% pour la pêche. Les 3,9% restants se répartissent entre l'apiculture et les services à l'agriculture. Les chiffres les plus récents qui figurent dans le Plan stratégique et opérationnel pour le secteur agricole 2006-2010 du Ministère de l'agriculture montrent qu'au cours des 30 dernières années, la production de fruits et de légumes a progressé en moyenne de 10% par an, la production de banane, plantain, coton et riz ayant enregistré un recul de 3% en moyenne par an. La production de céréales primaires (y compris maïs et haricots), de sorgho, de café et de canne à sucre a augmenté en moyenne de 2,3% par an.
4. Le rapport du Ministère de l'agriculture conclut que la superficie cultivable est consacrée en majeure partie à la production de cultures de faible rapport, que l'élevage extensif est prédominant, la fragmentation des terres extrême et la superficie irriguée relativement faible. Au cours des 30 dernières années, les revenus des populations travaillant dans le secteur agricole n'ont pas augmenté.
5. D'après l'évaluation de la pauvreté au Honduras réalisée par la Banque mondiale (2006), la pauvreté n'a pour l'essentiel pas évolué depuis 1997 et le degré d'inégalité des revenus est inchangé depuis 2003. Entre 1998-1999 et 2004, l'incidence de la pauvreté a reculé de 53 à 51%, et celle de la pauvreté extrême de 25 à 24%. Bien que la population se répartisse à égalité entre zones urbaines et zones rurales, les pauvres vivent essentiellement dans les zones rurales, où vivent 74% des pauvres et 86% des très pauvres à l'échelle de tout le pays. La pauvreté rurale se concentre dans l'ouest du pays, où l'extrême pauvreté est également la plus fréquente. En pourcentage du PIB, les envois de fonds vers le Honduras représentaient en 2005 deux fois le montant de l'aide publique au développement ajouté à celui de l'investissement étranger direct (soit 935 millions de USD) et 21,2% du PIB. Équivalant à 70% des recettes totales d'exportation du pays, et dépassant la valeur totale des exportations agricoles (138%), ils proviennent essentiellement des États-Unis. Le coût élevé des transferts d'argent est l'un des problèmes auxquels sont confrontés les migrants honduriens. En associant une réduction des coûts des transactions à des stratégies visant à encourager les investissements productifs, on pourrait venir en aide au développement local et communautaire. Le FIDA et la Banque interaméricaine de développement cofinancent un projet axé sur le développement rural et les envois de fonds en vue d'améliorer l'impact économique de ces derniers.
6. Pour les populations autochtones, l'incidence de la pauvreté est nettement plus marquée. Ces populations représentent 6,5% de la population, soit environ 460 000 personnes, dont 71% vivent sous le seuil de pauvreté. Pour environ 60% des personnes interrogées au cours du recensement qui déclaraient appartenir à la population Lenca, ce taux allait même jusqu'à 84%.
7. Une étude récente de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) a confirmé que les ménages dirigés par une femme dans les zones de collines ont un revenu d'environ 30% inférieur à celui des ménages dirigés par un homme et reçoivent moins de la moitié du montant des transferts de l'État. Les femmes rurales travaillent au minimum 12 heures par jour, dont près de huit heures sont consacrées aux tâches domestiques et aux enfants. Elles passent en moyenne près de cinq heures par jour à s'occuper d'activités liées à l'agriculture. Près de 70% d'entre elles sont illettrées et 20% seulement ont atteint le niveau d'instruction secondaire.

8. L'indice du développement humain publié en 2006 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est de 0,664 pour le Honduras, l'indice de Gini se situant à 0,568 (2003). L'indice de participation des femmes est nettement inférieur à son niveau global, à savoir 0,650. Les réformes économiques ne sont pas parvenues à améliorer la situation de la population dans son ensemble, malgré un modeste recul de la pauvreté. En termes absolus, en 2003, environ 110 000 ménages de plus qu'en 1992 vivaient dans la pauvreté.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Le contexte institutionnel national

9. **Politiques et stratégies sectorielles.** Le Ministère de l'agriculture a présenté son Plan stratégique et opérationnel pour le secteur agricole 2006-2010 en septembre 2006, compte tenu des priorités du Gouvernement Zelaya. Ce nouveau plan s'inspirait d'un document d'orientation global préparé par le gouvernement sortant pour les secteurs alimentaire et rural, qui portait sur la période 2004-2021. La stratégie comporte cinq axes principaux: i) appuyer la compétitivité et la qualité; ii) poursuivre l'intégration productive des chaînes de valeur alimentaires et agricoles; iii) développer l'agriculture paysanne et améliorer l'égalité entre les sexes; iv) mettre en place un nouveau cadre institutionnel pour le secteur; et v) promouvoir la coordination entre secteurs public et privé.
10. Ce plan propose de recourir à une approche sectorielle et à des approches sous-sectorielles du secteur agroalimentaire du pays, en tant qu'instruments de planification et de gestion. Il définit également diverses mesures à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs et les résultats escomptés. Il s'agit notamment des aspects suivants: i) accès aux innovations technologiques; ii) commerce efficace et équitable; iii) amélioration soutenue des services vétérinaires et phytosanitaires; iv) élaboration et diffusion d'informations stratégiques; v) capitalisation des ressources humaines; vi) alliances entre secteurs public et privé pour l'investissement compétitif; vii) accès durable au crédit agricole et au financement rural; viii) sécurité et équité en matière foncière; ix) exploitation durable des ressources naturelles; et x) réformes institutionnelles.
11. L'efficacité des stratégies et politiques récemment adoptées doit encore être mise à l'essai. D'après un bilan commun de pays récemment effectué par les Nations Unies, les politiques publiques de développement du secteur rural privilégiaient auparavant la promotion d'une agriculture moderne axée sur l'exportation, et les efforts mis en œuvre pour améliorer le sort des ruraux pauvres ont été faibles et sans grand impact.

La stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

12. Le Honduras a préparé en 2001 une stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) et l'a révisée en 2006. Un commissaire nommé par le Président a la responsabilité de sa mise en œuvre.
13. La SRP repose sur cinq piliers: i) assurer une croissance durable; ii) réduire la pauvreté rurale; iii) réduire la pauvreté urbaine; iv) renforcer la protection sociale des groupes vulnérables; et v) garantir la durabilité en améliorant la gouvernance et la gestion de l'environnement. Les principaux objectifs et indicateurs sont notamment les suivants: i) réduire la pauvreté et l'extrême pauvreté de 24 points de pourcentage par rapport aux 66% de 1999; ii) maintenir un taux de croissance du PIB par habitant de 3% et un taux de croissance globale de 5%; iii) développer l'accès à l'instruction de base, aux soins de santé primaires et à l'eau potable, et réduire la mortalité et la malnutrition infantiles. La stratégie se propose également d'améliorer l'indice sexospécifique du développement de l'indice du développement humain.

14. En milieu rural, la mise en œuvre de la stratégie passe par le Ministère de l'agriculture et le programme national de développement rural durable (PRONADERS). Le Ministère utilise des approches sectorielles pour appuyer la mise en œuvre de la SRP. Le Ministère de l'intérieur participe aussi de plus en plus étroitement au développement territorial et au suivi du transfert des ressources vers les municipalités dans le cadre de la mise en œuvre de la SRP.
15. La SRP a été élaborée en consultant et en associant la société civile, ainsi qu'avec l'appui de la communauté internationale des donateurs. Un groupe d'organismes donateurs résidents continue de participer activement en conseillant sur la mise en œuvre et l'appui au suivi de la stratégie.
16. La dernière évaluation réalisée en 2005 par le Fonds monétaire international et par la Banque mondiale montre qu'en dépit des progrès de la mise en œuvre de la SRP, il faut redoubler d'efforts pour: i) améliorer la stabilité macroéconomique et réduire le déficit budgétaire, tout en adoptant simultanément en matière de dépenses des objectifs de réduction de la pauvreté; ii) renforcer la transparence des systèmes de gestion du budget et des finances publiques; iii) consolider le système des indicateurs de suivi; iv) poursuivre les efforts menés par le Gouvernement pour recentrer sur la SRP l'assistance fournie par les donateurs; et v) mieux comprendre les répercussions des réformes et des chocs extérieurs sur la redistribution.
17. Il reste également encore à faire pour: i) poursuivre la consolidation budgétaire et mettre en place une politique durable des salaires; ii) maintenir le coefficient de pression fiscale et poursuivre la restructuration du secteur public; iii) assurer la stabilité financière en évitant tout dérapage dans la mise en œuvre du programme de réforme du système financier par les autorités; iv) élargir le choix des priorités des programmes au niveau sectoriel en adoptant des critères de rentabilité; v) recenser les mesures d'urgence permettant de faire face aux risques inhérents à la SRP, pour en atteindre les objectifs ainsi que les Objectifs du Millénaire pour le développement; et vi) développer les mécanismes de contrôle social, par exemple les fiches de compte-rendu citoyen, pour s'assurer que les programmes et les projets aboutissent à des avantages tangibles et durables pour la population.
18. En 2005, le FIDA a commandé une étude sur le processus de la SRP au Honduras et au Nicaragua, et met actuellement la dernière main à cette évaluation, dans le cadre d'une étude plus globale portant sur divers pays d'Afrique et d'Asie.
19. Le Ministère de l'agriculture est l'organisme chef de file dans le secteur du développement agricole et rural; en son sein, le PRONADERS joue un rôle important pour répondre aux besoins des ruraux pauvres. Ce programme a deux entités distinctes, à savoir une Direction nationale du développement rural durable et un fonds national de développement durable en milieu rural. La Direction nationale est responsable de la mise en œuvre, le fonds étant chargé des initiatives de financement et de la supervision de l'administration financière des projets. Les autres organismes sont notamment l'Institut agricole national, la Société nationale de développement forestier et la Banque nationale de développement agricole. Divers services et programmes du Ministère de l'agriculture seront restructurés en application du nouveau plan stratégique et opérationnel, notamment le Service vétérinaire et phytosanitaire national, le Service national de formation et d'éducation agricole, le Service national de l'irrigation et de l'infrastructure rurale, le Service national d'information agricole et la Direction nationale des sciences et techniques agricoles. Les programmes incluent le programme national de développement de l'alimentation et de l'agriculture, le programme national des pêches et de l'aquaculture, le programme national de foresterie et le PRONADERS.
20. Deux autres ministères sont jugés pertinents, à savoir le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement, et le Ministère de l'intérieur, qui a la responsabilité de la mise en œuvre du programme de décentralisation et de développement local.

Harmonisation et alignement

21. La coordination et la coopération entre les donateurs remonte à 1999, date à laquelle, à la suite des graves dégâts causés par l'ouragan Mitch, la communauté des donateurs, lors d'une réunion du Groupe consultatif pour la reconstruction et la transformation de l'Amérique centrale tenue en Suède en mai 1999, a défini les buts et principes énoncés dans la Déclaration de Stockholm. Comme le prévoyait la Déclaration, un groupe de coordination des donateurs a été créé; il se réunit désormais régulièrement au Honduras, où il est connu sous le nom de G16, en raison du nombre des organismes de donateurs participants.
22. Le Gouvernement entend diriger le processus d'harmonisation et d'alignement concernant la répartition des ressources de la coopération internationale par le biais de l'unité de planification et d'évaluation de la gestion (UPEG) du Ministère de l'agriculture. Les activités de cette unité seront fondées sur un programme d'investissements et de services d'appui recourant à l'approche sectorielle comme outil de planification et de gestion. Le Plan stratégique et opérationnel pour le secteur agricole 2006-2010, qui prévoit cette approche, présente un schéma estimatif préliminaire des investissements et des finances.
23. D'après une évaluation récente de la mise en œuvre de la SRP effectuée par Trócaire, une ONG irlandaise, les tentatives concrètes d'harmonisation ont été très rares (bien que la communauté des donateurs ait pressé la nouvelle administration de mettre à jour le Document stratégique pour la réduction de la pauvreté d'origine datant de 2001). La préparation d'une nouvelle stratégie d'assistance au pays par la Banque mondiale a fait avancer les choses, et certains indicateurs ont désormais été définis. Ces faits nouveaux et l'existence d'un mécanisme bien établi de coordination des donateurs par le biais des groupes de travail sectoriels (G16) pourraient améliorer la coordination et l'alignement des grandes orientations, d'autant plus que le Ministère de l'agriculture élabore diverses approches sous-sectorielles en accord avec son Plan stratégique et opérationnel.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

24. Une évaluation du portefeuille de projet (EPP)² effectuée en 1996 au Honduras fournit un résumé complet des constatations et enseignements tirés des quatre projets mis en œuvre à l'époque. Depuis lors, le FIDA a financé trois nouvelles interventions, dont une, le projet de développement rural dans le centre-est du pays, d'un coût total de 12,3 millions de USD, s'est récemment achevée.
25. Les opérations en cours incluent le projet de fonds national de développement durable en milieu rural (FONADERS), d'un coût total d'environ 25,7 millions de USD et le programme national de développement local (PRONADEL), d'un coût total de 31,3 millions de USD. À compter du 1^{er} décembre 2006, le FONADERS avait décaissé presque 80% des fonds du prêt, et le PRONADEL 33,3% seulement. Ces deux interventions relèvent actuellement d'une unité unique d'exécution du projet; leurs dates de clôture ont été prorogées jusqu'au 31 décembre 2009 et la note globale accordée en septembre 2006 dans le cadre du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) en ce qui concerne les risques était 2. L'examen le plus récent du portefeuille relève que, pour l'essentiel, l'état d'avancement de la mise en œuvre est en bonne voie par rapport aux prévisions, mais que pour les objectifs de développement, les progrès sont nettement en deçà de l'objectif. Ces interventions sont cofinancées par la BCIE (1,5 million de USD pour le FONADERS et 5,0 millions de USD pour le PRONADEL). Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) fournit 3,0 millions de USD en parallèle du financement accordé pour le PRONADEL.

² Voir l'appendice V.

26. L'EPP a constaté que l'influence des projets du FIDA sur les décisions prises par les autorités nationales avait été limitée et que le Fonds n'avait pas pu s'associer à une stratégie nationale ou sectorielle visant à mettre en œuvre un plan ou programme national de lutte contre la pauvreté rurale. En outre, le fait d'axer les projets sur l'augmentation de la production et de la productivité agricoles n'avait pas avantage les secteurs pauvres qui dépendaient bien moins de l'agriculture et tiraient l'essentiel de leur revenu du travail en exploitation ou des activités non agricoles. D'après les estimations, les projets auraient atteint 935 groupes de bénéficiaires, dont presque 170 groupes de femmes, soit presque 15 000 paysans et 2 500 femmes rurales.
27. Avant l'EPP de 1996, le FIDA avait annulé le projet de développement rural de Santa Barbara, qui n'avait décaissé que 23% des 12,2 millions de USD qui lui avaient été attribués au total, et suspendu durant près de trois ans les décaissements du projet de développement rural dans les départements d'Intibucà et de La Paz, en reportant sa date de clôture de plus de 4 ans et demi. L'exécution des projets en cours dans le cadre du COSOP 2001-2006 est pour l'essentiel en bonne voie, mais en regard des objectifs de développement, les progrès sont jugés nettement plus lents que prévu.

B. Enseignements tirés

28. L'EPP a recensé les questions ci-après: i) les projets de développement local jouent un rôle dans certains domaines mais n'ont pas d'incidence sur la lutte contre la pauvreté au plan national; ii) la technologie agricole est peu disponible; iii) si le travail avec les groupes existants est garanti, il ne faut pas négliger pour autant le renforcement du capital social; iv) la prédominance accordée au crédit devrait être revue; v) la population sans terre et l'intervention sur le marché foncier devraient être prise en compte; vi) les possibilités de participation des bénéficiaires au marché du travail devraient être évaluées; vii) les populations autochtones et les femmes rurales devraient être une préoccupation centrale des interventions des projets; viii) des procédures appropriées sont nécessaires pour sélectionner, recruter et évaluer le personnel des projets; et ix) les enseignements tirés d'autres projets mis en œuvre au Honduras et ailleurs dans la région d'Amérique centrale devraient être partagés.
29. Des enseignements peuvent être tirés sur les deux interventions en cours de l'examen à mi-parcours effectué en mai 2006 par le Département de l'environnement et du développement socio-économique de l'École d'agriculture de Zamorano. Cet examen conclut que les projets sont pertinents et conformes aux politiques du Gouvernement Zelaya, ce qui devrait permettre au FIDA d'engager un dialogue positif avec les pouvoirs publics. Mais un certain nombre de problèmes ont été relevés, notamment: i) le manque de clarté du Gouvernement pour ce qui est des sphères d'influence du Ministère de l'agriculture et du PRONADERS en ce qui concerne les projets; ii) la centralisation de l'exécution des projets et l'absence d'approche globale de leur mise en œuvre; iii) la politisation des nominations, la lenteur d'exécution des projets et le manque de transparence; iv) les difficultés que pose la définition des demandes des bénéficiaires; v) le peu d'attention accordée aux besoins des femmes rurales et des groupes autochtones; vi) la perte de maîtrise des investissements résultant d'une couverture géographique trop large; vii) la dispersion des rôles et des responsabilités entre les nombreux acteurs participant à l'exécution; et viii) le suivi médiocre, l'accent étant trop mis sur la réalisation des objectifs précis et non sur l'évaluation des résultats.
30. L'examen à mi-parcours a également défini la voie à suivre, qui pourrait corriger la plupart, voire la totalité, des défaillances relevées. Les propositions sont notamment les suivantes: i) aligner les interventions des projets de manière claire et explicite sur les politiques et stratégies nationales; ii) renforcer la gestion décentralisée; iii) préciser les rôles institutionnels de toutes les parties prenantes; iv) inclure d'autres groupes; v) recourir à une approche territoriale; vi) suivre des approches de gestion de l'environnement; vii) établir un observatoire de l'impact en tant

qu'organisme autonome; viii) mettre en œuvre les activités des projets dans la région de Mosquitia en partenariat avec d'autres organismes déjà présents dans la région; ix) créer une nouvelle image de l'institution; x) développer la dimension renforcement des capacités; xi) mettre au point des normes opérationnelles de grande qualité; xii) concevoir un système de suivi de l'impact des interventions; xiii) affiner les stratégies d'investissement des projets; et xiv) assurer la cohérence entre les interventions financières et non financières des projets. L'examen à mi-parcours et le processus de consultation lancé pour préparer le COSOP ont fait apparaître que trois grands facteurs influent sur la performance, à savoir:

- i) l'ampleur réelle des prêts et des cofinancements associés; ii) l'ampleur de la couverture géographique et la large gamme des investissements possibles; et
- iii) l'environnement institutionnel, qui pourrait expliquer que le FIDA ait pu participer à des politiques sectorielles sur lesquelles il n'exerce aucun contrôle.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

A. Avantage comparatif du FIDA

31. En près de 25 ans d'intervention au Honduras, le FIDA a acquis des compétences considérables dans divers domaines, d'où les avantages comparatifs dont il jouit en raison de: la durée de son expérience dans le pays; le fait qu'il concentre son action sur les zones de collines extrêmement pauvres; l'accent mis sur le renforcement des capacités des bénéficiaires et sur l'accès à la terre, aux marchés ainsi qu'aux services financiers et non financiers; et l'utilisation d'un mécanisme de financement distinct pour les initiatives des bénéficiaires.
32. Tous les projets du FIDA ont été mis en œuvre dans des zones de collines où les pentes sont de plus de 12%. La principale activité économique y est la petite agriculture axée sur la production de céréales primaires, qui représente environ 80% de la superficie totale des terres. La sécurité alimentaire y est l'objectif primordial.
33. La mise en place d'une base organisationnelle pour les interventions des projets a permis d'acquérir une expérience considérable. Les groupes de femmes constitués dans le cadre des activités des projets ont développé l'estime de soi des participantes. Au fil des ans, des dirigeantes sont apparues. Les évaluations des projets ont fourni au FIDA des éclairages importants à cet égard, et la mise en œuvre du PRONADEL sera l'occasion de compléter les enseignements déjà tirés.
34. Le FIDA a acquis des connaissances dans les domaines de l'amélioration de la sécurité foncière, de la normalisation de la situation foncière des paysans occupant des terres redistribuées dans le cadre de la réforme agraire et de l'octroi de titres de propriété aux communautés Lenca, entre autres groupes autochtones. L'expérience déjà acquise est approfondie dans le domaine de la fourniture des services financiers et non financiers. Il est prévu dans le cadre du PRONADEL de financer des services autres que financiers par le biais d'un fonds de développement rural et d'aider à réduire les risques financiers et opérationnels inhérents aux opérations de crédit et d'épargne. Le FIDA jouit d'un avantage comparatif en ce qui concerne le travail aux côtés des organisations communautaires d'épargne et de crédit.
35. Si des progrès restent à faire en matière de recours à des mécanismes de financement du développement rural, le FIDA n'en a pas moins acquis de l'expérience dans le domaine de la création d'un mécanisme de dons de contrepartie par le biais duquel les bénéficiaires ont accès à des services d'assistance technique et peuvent lancer des microprojets à l'échelle communautaire.

B. Objectifs stratégiques

36. La stratégie du FIDA au Honduras est pleinement conforme à la SRP du pays³ et aidera le Gouvernement à atteindre les objectifs définis dans son cadre politique et opérationnel pour le secteur agricole. Les objectifs décrits ci-après correspondent

³ Voir l'appendice III.

également pleinement aux vues exprimées par les organisations paysannes au cours des discussions ayant abouti à l'élaboration du présent document, ainsi qu'à celles des pouvoirs publics et des représentants de la communauté des donateurs.

37. Comme par le passé, le FIDA garde pour objectif d'accroître les revenus des ruraux pauvres en finançant des initiatives locales et les plans des petits paysans dans les zones de collines du pays, et en assurant la promotion de services financiers contribuant à la réduction de la pauvreté. Compte tenu des projets du FIDA en cours au Honduras, le programme de pays sera conçu de façon à prendre en compte:
 - i) l'application des recommandations de l'examen à mi-parcours concernant le PRONADEL, qui dispose d'un montant d'environ 20 millions de USD non décaissés;
 - ii) le rôle central joué par l'UPEG à la table sectorielle consacrée aux ressources naturelles et au développement rural à laquelle participent pleinement les représentants du G16;
 - iii) les possibilités de collaboration avec la Banque mondiale pour concevoir un projet sur la compétitivité en milieu rural; et
 - iv) la complémentarité des interventions régionales du FIDA, en particulier par le biais d'un don régional associant les organisations paysannes à la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Amérique centrale – République dominicaine – États-Unis.
38. Les objectifs stratégiques du présent COSOP sont conformes au Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010, étant donné qu'ils visent à garantir que les ruraux pauvres, hommes et femmes, disposent d'un accès amélioré et durable aux ressources naturelles, à des services productifs efficaces, à toute une gamme de services financiers, à des marchés transparents et compétitifs pour leurs produits, ainsi qu'à des possibilités d'emploi hors exploitation et de création d'entreprise en milieu rural.
39. **Objectif stratégique 1: améliorer les possibilités de création de revenus pour les ruraux pauvres (sur et hors exploitation), en portant une attention spéciale aux femmes.** Cet objectif stratégique répond au besoin d'accroître la participation des ruraux pauvres à l'économie marchande en les aidant à accéder aux technologies et aux investissements nécessaires pour mener à bien des activités agricoles et extra agricoles. Une double approche sera utilisée pour renforcer la spécialisation et/ou la diversification en vue d'accroître les revenus. Par spécialisation, on entend l'intégration des petits paysans aux chaînes de valeur dans l'agriculture et la foresterie. Diversification s'entend du développement de micro, petites et moyennes entreprises, à titre individuel ou collectif, avec d'autres secteurs plus dynamiques de l'économie, au sein d'un espace rural-urbain continu.
40. Les activités du FIDA favoriseront l'accès des ruraux pauvres aux avoirs et aux opportunités, en vue de renforcer leurs capacités individuelles et collectives. Elles répondront également aux besoins d'améliorer l'accès à la technologie, aux investissements et aux services techniques pour ajouter de la valeur aux produits par le biais de la transformation et/ou de la diversification, de développer les débouchés et d'accroître les ressources financières. Ces objectifs pourront être atteints moyennant: i) des liens entre secteurs rural et urbain; ii) la participation aux marchés des biens, des services et de l'emploi; et iii) des liens entre les secteurs dynamiques et non dynamiques de l'économie.
41. Le FIDA continuera de fournir des financements pour des initiatives commerciales aux niveaux local et territorial. Pour améliorer ses résultats à cet égard, il tiendra compte des enseignements tirés de l'exécution du PRONADEL, en établissant si les sous-projets mis en œuvre ont eu des résultats positifs ou négatifs avant de décider de les transposer et/ou de les reproduire à plus grande échelle. Dans le cadre de cet objectif stratégique, d'autres interventions continueront d'améliorer les dispositifs opérationnels de l'approche déjà en place et envisageront de fournir un appui supplémentaire dont les retombées positives permettront d'améliorer les résultats des entreprises lancées par les bénéficiaires des projets. L'expérience acquise dans le cadre du projet de développement rural dans la région sud-ouest (PROSOC) montre que des alliances peuvent être établies entre prestataires de services d'assistance technique et organisations de petits paysans pour rendre leurs produits

plus attractifs pour les chaînes de supermarchés. La question du partage des risques sera étudiée de façon plus approfondie.

42. **Objectif stratégique 2: renforcer les capacités d'organisation et le pouvoir de négociation des organisations de ruraux pauvres.** Cet objectif stratégique renforcera les moyens dont disposent les organisations de petits paysans pour gérer et administrer les entreprises commerciales qui peuvent les aider à accroître leur revenu et à améliorer leurs moyens d'existence. La capacité d'association avec le secteur privé doit également être renforcée étant donné que les acteurs privés offrent généralement aux ménages ruraux pauvres de meilleures possibilités de création de revenus. Instaurer des relations commerciales mutuellement bénéfiques est une option viable et durable sur le long terme et renforce la stratégie du FIDA concernant le partenariat et le développement du secteur privé. Cet objectif stratégique améliorera les capacités de négociation des organisations de petits paysans de premier, deuxième ou troisième rang, des communautés autochtones et des groupes de femmes, et les aidera à tirer profit de la libéralisation des échanges. Les communautés autochtones recevront un appui particulier pour exposer clairement leurs préoccupations spécifiques aux organismes publics ou privés et aux autres organisations autochtones lorsqu'elles sont en quête d'investissements sociaux et d'autres avantages.
43. De plus, les municipalités et autres entités locales, telles que les associations rurales d'épargne et de crédit ou les organismes gouvernementaux, doivent être plus attentifs aux besoins des agriculteurs ruraux en termes d'efficacité et d'efficience. Les collectivités locales ont un rôle important à jouer dans la lutte contre la pauvreté⁴, et les organismes publics à l'échelle locale doivent favoriser la participation des groupes d'agriculteurs à une économie plus dynamique. Un appui sera fourni aux collectivités locales pour les aider à orienter les ressources de la SRD sur la pauvreté rurale, et les liens entre les organisations de ruraux pauvres et les municipalités seront développés et consolidés. L'efficience accrue des divers organismes, des collectivités locales et des autres organisations locales réduira les coûts des transactions et facilitera la participation des bénéficiaires des projets à l'économie marchande. L'environnement favorable ainsi instauré facilitera aussi l'enregistrement au cadastre des terres des petits paysans, des femmes rurales et des groupes autochtones, et régularisera et développera l'efficacité et le rayon d'action des associations d'épargne et de crédit.
44. Cet objectif stratégique est conforme aux actions appuyées par le FIDA dans le contexte sous-régional qui vise à faciliter la participation des organisations paysannes au processus de l'Accord de libre-échange Amérique centrale – République dominicaine – États-Unis. Un programme distinct créera un espace formel pour le débat politique et l'élaboration d'instruments pouvant être d'utilité tant pour les organisations des petits exploitants que pour les gouvernements nationaux. À partir de l'expérience acquise dans ce domaine, en particulier des enseignements tirés de l'exécution d'un programme de renforcement de la participation des organisations paysannes au sein de la Commission de l'agriculture familiale du Marché commun du Sud (initiative Mercosur/REAF), le FIDA renforcera la capacité des organisations et des gouvernements de la région à engager le dialogue et les aidera à définir les propositions, mesures et outils pertinents.
45. Au titre de l'objectif stratégique 2, le FIDA renforcera les organisations des populations autochtones et développera leur capacité de participation au programme de réduction de la pauvreté mis en œuvre par le Gouvernement et par d'autres donateurs, en particulier dans le but de protéger et de redynamiser les valeurs culturelles, la diversité linguistique et les savoirs traditionnels des populations

⁴ En juin 2006, le Congrès a approuvé la création d'un fonds d'investissement municipal pour les projets de réduction de la pauvreté d'un montant total de 700 millions de lempiras, qui sont affectés en fonction des indicateurs de pauvreté et du nombre d'habitants.

autochtones. Au titre de l'objectif stratégique 1, le FIDA financera les initiatives recensées dans les plans de développement communautaire. Elles pourraient porter sur l'amélioration de la gestion durable des ressources naturelles, en accord avec les perspectives et la vision des Lenca et des autres populations autochtones (par exemple gestion des ressources forestières, écotourisme), ainsi que sur la promotion de l'artisanat et des microentreprises axés sur les traditions culturelles des groupes bénéficiaires.

46. Cette intervention est conforme à la SRP. L'engagement du FIDA dans ce domaine pourrait amener le Gouvernement à élaborer une approche sectorielle et pourrait resserrer la collaboration avec la BCIE, qui a fait part de son intérêt à cet égard. En fournissant une assistance à des sous-projets qui prennent la culture autochtone comme point de départ du développement et qui sont choisis, exécutés et suivis par les populations elles-mêmes, le FIDA renforcera l'action des autres donateurs dans ce domaine et appliquera les recommandations formulées par plusieurs missions d'évaluation sur la nécessité de cibler spécifiquement les groupes autochtones.

C. Perspectives d'innovation

47. Pour introduire des innovations, le FIDA approfondira l'expérience acquise au Honduras (voir la section sur les avantages comparatifs). De par sa relation avec l'UPEG, le FIDA est en mesure d'étudier avec le Gouvernement la possibilité de transposition des meilleures pratiques qui ont déjà été mises à l'essai et ont donné de bons résultats.
48. **Objectif stratégique 1:** La décision prise par le Gouvernement d'améliorer l'accès à de nouveaux marchés et d'appuyer la compétitivité, et l'intention du Ministère de l'agriculture d'envisager la production agricole sous l'angle des filières productives pourraient offrir au FIDA une possibilité d'introduire l'approche novatrice des «couloirs économiques» mise à l'essai dans d'autres parties de la région. Les enseignements qui seront tirés du programme en cours de formulation sur l'insertion des petits producteurs dans les chaînes de valeur seront également pertinents. De plus, adopter l'approche fondée sur les avoirs dans le contexte de la SRP offre une possibilité d'innovation compte tenu de l'expérience acquise par le FIDA dans d'autres pays d'Amérique latine.
49. **Objectif stratégique 2:** La nature innovante d'un don régional destiné à accroître la capacité de négociation des organisations paysannes avec les gouvernements dans le contexte de l'Accord de libre-échange Amérique centrale – République dominicaine – États-Unis pourrait permettre au FIDA de contribuer, avec ses partenaires, à l'introduction des méthodes mises à l'épreuve dans d'autres contextes (principalement dans le cadre de l'initiative Mercosur/REAF précédemment mentionnée). L'expérience acquise par le FIDA dans d'autres pays d'Amérique latine en matière d'introduction de services financiers innovants peut servir à améliorer le contexte des services financiers dans lequel s'insèrent les associations rurales d'épargne et de crédit. En ce qui concerne les questions foncières, le projet pilote de la Banque mondiale concernant l'accès à la terre, qui repose sur une alliance entre les secteurs public et privé permettant aux familles agricoles d'acheter des terres et d'autres biens de production, peut être examiné avec le Gouvernement pour décider si le groupe cible du FIDA pourrait bénéficier de ses aspects innovants. Les innovations introduites avec l'appui de la Coalition internationale pour l'accès à la terre pourraient également être transposées. De même, l'accent mis par le Ministère de l'agriculture sur les approches sectorielles et sous-sectorielles pourrait donner au FIDA la possibilité d'apporter sa contribution à cet égard, compte tenu de son expérience au Nicaragua voisin. Enfin, l'expérience acquise par le FIDA de l'exécution des projets de développement de grande envergure comportant un volet en faveur des populations autochtones pourrait servir de point de départ pour lancer un développement fondé sur la culture répondant de façon plus appropriée aux besoins de ce groupe cible particulier.

D. Stratégie de ciblage

50. En collaboration avec le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Honduras a préparé des cartes détaillées de la pauvreté permettant d'identifier les municipalités et districts les plus démunis. Les enquêtes disponibles réalisées auprès des ménages contiennent également assez de détails pour permettre un ciblage géographique. Les communautés autochtones ont été identifiées lors du recensement national et dans plusieurs études préparées par d'autres donateurs. Les efforts déployés pour aider les micro et petites entreprises dans les zones de collines aideront également à définir la stratégie de ciblage pour ce groupe. L'expérience acquise par le FIDA dans le cadre du PRONADEL permettra également d'affiner la stratégie de ciblage, qui prendra en compte l'adhésion aux associations rurales d'épargne et de crédit (déjà prévue dans les activités du PRONADEL).
51. Les groupes cibles peuvent également être sélectionnés en s'en remettant aux objectifs stratégiques. Comme on le verra ci-après, les producteurs de céréales pauvres et les ménages ayant des activités diversifiées relèveront de l'objectif stratégique 1, alors que les organisations locales de producteurs, les membres des associations d'épargne et de crédit et les municipalités relèveront de l'objectif stratégique 2. Les groupes autochtones et leurs organisations pourront relever de l'un ou de l'autre. En utilisant l'approche fondée sur les moyens d'existence, il est possible de déterminer que le principal groupe cible du FIDA est composé de petits producteurs de céréales qui vivent sur les hauts plateaux ou sur de fortes pentes, gagnent seulement 0,15 USD par personne et par jour et n'ont guère d'autres biens de production que leur lopin de terre (de 2 hectares en moyenne). Les autres groupes cibles comprennent les agriculteurs légèrement mieux lotis, capables de lancer des opérations commerciales, agricoles ou extra agricoles. Les groupes autochtones ont été clairement identifiés et constituent un groupe distinct bénéficiant de l'assistance du FIDA.
52. Les petits paysans et les microentrepreneurs des zones rurales, les paysans sans terre et les groupes autochtones relèveront de l'objectif stratégique 1. On estime que 140 000 ménages ruraux, dont certains occupent des terres publiques, entrent dans cette catégorie mais qu'une partie seulement d'entre eux seront visés par les interventions du FIDA. Ils ont tous un accès limité aux services et aux marchés et ne bénéficient guère d'aides pour améliorer leurs moyens d'existence. Avec un appui, ils pourraient toutefois parvenir à accroître leurs revenus, par le biais d'activités sur ou hors exploitation.
53. Les petits paysans et petits chefs d'entreprise, les groupes de femmes et les associations d'épargne et de crédit, les organisations paysannes de premier, deuxième et troisième rang, et les entrepreneurs privés travaillant dans la transformation et la commercialisation des produits alimentaires relèveront de l'objectif stratégique 2. Les fonctionnaires des municipalités et du Gouvernement et le personnel chargé de la gestion des associations d'épargne et de crédit bénéficieront également des activités du programme.
54. Les enquêtes effectuées auprès des ménages par l'IFPRI et l'université du Wisconsin (États-Unis d'Amérique) – et ultérieurement incorporées à la monographie concernant le Honduras de l'étude de la Banque mondiale sur les moteurs de la croissance et de la réduction de la pauvreté durables dans les zones rurales de l'Amérique centrale – offrent une autre méthode de définition des groupes cible du FIDA dans le pays. Une typologie a été établie sur la base des stratégies de subsistance, dûment regroupées. En ajoutant les résultats des analyses par grappes, huit profils de subsistance rurale ont été recensés au Honduras: i) producteurs de céréales primaires uniquement; ii) producteurs de céréales primaires ayant un travail hors exploitation; iii) ménages ayant des activités diversifiées; iv) paysans pratiquant un élevage extensif; v) producteurs de café; vi) petits horticulteurs,

producteurs de cultures permanentes et paysans pratiquant un élevage intensif; vii) ménages ayant leur propre entreprise; et viii) ménages vivant exclusivement des envois de fonds. Les groupes autochtones, comptant 460 000 personnes environ, font partie des producteurs de céréales primaires. Les Lenca et Tawahka vivent principalement dans les zones de collines alors que les Garífuna habitent les zones côtières de l'Atlantique.

E. Articulation au niveau des politiques

55. S'agissant de la concertation sur les politiques, le FIDA cofinancera avec d'autres donateurs bilatéraux et multilatéraux la mise en œuvre du Plan stratégique et opérationnel pour le secteur agricole 2006-2010 du Ministère de l'agriculture, dans le cadre duquel les approches sectorielles serviront d'instrument de planification et de gestion. Ce plan, ainsi que le schéma directeur pour l'investissement et les finances 2006-2010, appuient le renforcement de la coordination entre les donateurs dans le domaine du développement agricole et forestier. Compte tenu des ressources financières limitées disponibles au Honduras, l'avantage comparatif du FIDA sera son expérience du pays et sa connaissance de la promotion du développement rural décentralisé, en particulier par le biais d'activités génératrices de revenus pour les ruraux pauvres et leurs organisations. Une attention particulière sera accordée à la fois à l'utilisation de l'approche fondée sur les avoirs, telle que préconisée dans la version révisée de la SRP, et à la décision prise par les autorités de mettre en place des cadres directeurs pour une gestion axée sur les résultats et pour rendre des comptes. Les questions de politique générale ci-après, regroupées par objectif stratégique, seront abordées:
56. **Objectif stratégique 1:** Les politiques de développement rural durable ont été définies dans le nouveau Plan stratégique et opérationnel. La décision du Gouvernement de réorienter les institutions du secteur public et de créer des partenariats entre secteurs public et privé est significative à cet égard. Bien que le nouveau plan attache une grande importance à cette stratégie, il donne peu de détails sur la manière de le faire et sur les modalités opérationnelles à mettre en place. Le FIDA et la Banque mondiale pourraient discuter ensemble de ces questions avec les responsables du Ministère de l'agriculture. Au fur et à mesure de la progression de la formulation par la Banque de son projet concernant la compétitivité en milieu rural, le FIDA essaiera, dans l'intérêt de l'harmonisation, de parvenir à une compréhension approfondie commune de la façon dont le projet de la Banque et une nouvelle intervention du FIDA pourraient traduire au mieux l'approche gouvernementale.
57. **Objectif stratégique 2:** Le renforcement des capacités des organisations de petits exploitants peut être envisagé dans le cadre des politiques du Ministère de l'agriculture en faveur du commerce concurrentiel et efficace, et de sa volonté de créer des liens entre les acteurs des secteurs public et privé. Le FIDA pourrait discuter avec le Ministère de sa décision de créer des activités complémentaires entre les diverses filières de la chaîne agroalimentaire. L'objectif déclaré du Ministère d'inclure les représentants des organisations paysannes dans divers comités, y compris dans une commission des relations internationales pour l'agriculture, revêt une pertinence particulière. Le FIDA pourrait aider à la préparation des différents schémas directeurs pour la production et la commercialisation, ainsi qu'à la restructuration globale des institutions du secteur agricole. Il pourrait également entamer un dialogue avec diverses entités publiques en vue d'une modification de la loi sur la modernisation de l'agriculture, et inviter à reproduire à plus grande échelle les modalités mises en œuvre dans le cadre du projet pilote de la Banque mondiale concernant l'accès à la terre, de façon à englober les communautés autochtones, les coopératives agricoles et forestières et les groupes de femmes rurales. La concertation sur les grandes orientations pourrait également porter sur l'adoption de mesures en faveur de la mobilisation de l'épargne, y compris la réglementation des opérations des prestataires d'autres formes de services financiers. Le FIDA pourrait

également juger utile de prendre part aux discussions sur la Banque nationale de développement agricole. Il pourrait enfin engager un dialogue avec le Gouvernement au sujet de sa décision de fournir des financements aux municipalités pour les activités relevant de la SRP, afin de s'assurer que les ruraux pauvres ne sont pas exclus.

IV. Gestion du programme

A. Gestion du COSOP

58. Le COSOP sera mis en œuvre conformément au programme de travail de la Division Amérique latine et Caraïbes pour la période de la septième reconstitution, y compris la conception et la formulation d'une nouvelle intervention suivant les grandes lignes énoncées dans les objectifs stratégiques. Dans la mesure où le portefeuille en cours comprend un projet dont le solde non décaissé s'élève à près de 20 millions de USD, la nouvelle intervention sera conçue en tandem de façon à en améliorer l'impact et les résultats. Le COSOP fera l'objet d'un examen annuel, en commençant au milieu de 2007 par une première analyse approfondie de l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations visant à améliorer la performance du programme national de développement local (PRONADEL). Une réunion d'une journée sera organisée avec des représentants du programme, de la BCIE (en tant qu'institution coopérante et cofinanceur), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Département du développement socio-économique et de l'environnement de l'École d'agriculture de Zamorano et de l'UPEG. Au cours de cette réunion seront examinés un rapport sur l'état d'avancement du programme de pays, préparé par la Division, et contenant des renseignements sur l'analyse sectorielle et institutionnelle annuelle réalisée dans le cadre du SAFFP, les progrès faits dans le cadre du système de gestion des résultats et de l'impact, le descriptif du programme de pays et la fiche sur l'état d'avancement des projets. L'UPEG et l'unité nationale d'assistance technique collaboreront étroitement avec le FIDA pour assurer le suivi de la mise en œuvre du COSOP.

B. Gestion du programme de pays

59. Depuis février 2004, un fonctionnaire en charge de la présence sur le terrain travaille à l'élaboration d'un programme pilote pour le Honduras et le Nicaragua, contribuant à améliorer la communication entre le siège du FIDA et ses interventions dans ces pays, et à renforcer le travail en réseau avec les autres parties prenantes sur place.
60. Les arrangements relatifs à l'équipe de pays tireront parti de la riche expérience acquise dans le cadre de l'unité régionale d'assistance technique et d'autres programmes régionaux, à savoir Centro Internacional para el Desarrollo Humano, Accord de libre-échange Amérique centrale – République dominicaine – États-Unis, Programme de renforcement des capacités régionales aux fins du suivi et de l'évaluation des projets de lutte contre la pauvreté rurale en Amérique latine et aux Caraïbes (PREVAL), et FIDAMERICA (le réseau internet d'organisations et de projets qui travaillent avec les ruraux pauvres en Amérique latine et aux Caraïbes). L'expérience acquise par le personnel du programme du FIDA, du PNUD (en matière de gestion des contrats du programme) et de la BCIE sera également mise à profit.
61. Il est recommandé que la supervision des opérations du FIDA au Honduras reste confiée à l'institution coopérante actuelle (la BCIE), en particulier pour ce qui est du contrôle fiduciaire et de l'appui. Toutefois, le dispositif devrait rester souple dans la mesure où le FIDA pourrait envisager dans un avenir proche d'assumer plus de responsabilités en matière d'appui régulier à l'exécution, y compris en engageant des institutions ou des ressortissants du pays.

C. Partenariats

62. Le FIDA maintiendra les arrangements de partenariat en vigueur avec les entités gouvernementales, les organisations paysannes, les autres donateurs, les organismes universitaires et de recherche, les ONG et le secteur privé. Au sein du

Gouvernement, le Ministère des finances est le représentant de l'emprunteur, le Ministère de l'agriculture restant le centre nerveux des interventions futures financées par le FIDA. Le FIDA renforcera son partenariat avec l'UPEG dans tous les aspects du suivi et de l'évaluation, en utilisant davantage les instruments du FIDA tels que l'analyse institutionnelle et sectorielle de la méthodologie SAFF et les évaluations annuelles du système de gestion des résultats et de l'impact. L'UPEG joue un rôle important dans l'élaboration de nouvelles interventions financées au niveau international et contribue actuellement à la formulation d'un projet de la Banque mondiale concernant la compétitivité en milieu rural, qui intéresse également le FIDA. Le Fonds suivra de près l'élaboration de ce projet et, par le biais de l'UPG, cherchera à accroître la prise en charge de l'initiative par le pays. Il intensifiera également son partenariat de longue date avec la BCIE, qui a indiqué qu'elle continuerait à cofinancer les nouvelles initiatives du FIDA dans le pays. Le Fonds pourrait utiliser un mécanisme de dons pour collaborer avec cette banque à des initiatives présentant un intérêt commun.

63. S'agissant des partenariats avec les donateurs bilatéraux et d'autres acteurs des Nations Unies, le FIDA envisagera de coopérer avec la Millennium Challenge Corporation, qui exécute à l'heure actuelle un projet de développement rural d'un montant de 72 millions de USD dans le pays. Bien que ce projet vise des groupes de petits agriculteurs ayant un revenu plus élevé, bon nombre de ses interventions dans les domaines de l'assistance technique, des services financiers et de l'infrastructure rurale pourraient être bénéfiques pour le groupe cible du FIDA. Le FIDA a établi un solide partenariat avec le PNUD, qui inclut le cofinancement du PRONADEL et un accord administratif portant sur la gestion des projets PROSOC, FONADERS et PRONADEL. En outre, le PNUD abrite le programme pilote relatif à la présence sur le terrain au Honduras. Le lancement imminent d'un projet lié au PRONADEL qui bénéficie de l'appui du PNUD/FEM offre une occasion de nouer des partenariats avec le FEM, le PNUD et le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement. Ce projet encouragera l'intervention et la gestion des ressources naturelles dans des régions du Honduras mal desservies par le passé. Il permettra également de collaborer avec l'Office allemand de la coopération technique, le Conseil de l'Union européenne et d'autres organismes travaillant dans les provinces frontalières et les régions côtières.
64. En ce qui concerne les autres partenariats, la mise en œuvre du don régional dans le cadre de l'Accord de libre-échange Amérique centrale – République dominicaine – États-Unis contribuera sans nul doute à établir des liens plus solides entre le FIDA et les organisations paysannes de deuxième et troisième rang, y compris les groupes de femmes et de populations autochtones. Pour ce qui est des organisations universitaires et de recherche, le FIDA développera ses relations avec l'École d'agriculture de Zamorano, le Centre de recherches pour le développement international, l'IFPRI et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture. Le renforcement de son partenariat avec la Coalition internationale pour l'accès à la terre est également prévu étant donné l'expérience acquise par la Coalition au Honduras et l'importance des questions foncières, en particulier dans le contexte sous-régional et pour faciliter la participation des organisations paysannes à la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Amérique centrale – République dominicaine – États-Unis. Des partenariats seront également mis en place avec les ONG s'occupant du développement de l'entreprise rurale, par exemple la Fundación de Desarrollo Empresarial Rural. Les partenariats seront également renforcés dans le domaine de la planification préalable aux catastrophes et de l'atténuation de leurs effets, en particulier avec le PNUD, en tirant parti des enseignements tirés des suites du passage de l'ouragan Mitch, mais également avec des ONG actives dans ce domaine. Les partenariats avec le secteur privé, représenté par les entrepreneurs des chaînes de valeur ajoutée, ainsi qu'avec les prestataires privés de services d'assistance technique seront également recherchés, en tirant parti de l'expérience acquise au cours de l'exécution du PROSOC.

D. Gestion des savoirs et communication

65. Les activités mises en œuvre dans le cadre du présent COSOP contribueront à la réalisation des objectifs de la Division dans le domaine des savoirs et de l'innovation. La Division aidera l'UPEG, qui est chargée d'assurer la coordination entre les donateurs, à mettre au point les instruments adaptés pour rendre compte des enseignements tirés, non seulement des projets financés par le FIDA, mais également des interventions d'autres organisations œuvrant pour combattre la pauvreté et mettre en œuvre la SRP du pays. En matière de gestion des savoirs, un appui sera également fourni par les initiatives régionales du FIDA: l'unité régionale d'assistance technique, FIDAMERICA et PREVAL. Une attention particulière sera accordée à la capitalisation des savoirs acquis en matière de finance rurale et de renforcement des capacités des groupes de paysans, pour résoudre les problèmes causés par la libéralisation du commerce et ses répercussions sur les petits exploitants.

E. Cadre de financement SAFP

66. Le montant du financement du FIDA disponible pour la période d'exécution du COSOP repose sur l'allocation annuelle établie pour la première année. Cette allocation, qui prend en compte une note relative aux projets à risque, l'indice d'affectation des ressources de l'Association internationale de développement et la note finale du pays, s'élève à environ 2,13 millions de USD (tableau 1).
67. Le tableau 2 présente des scénarios indicatifs de financement. Si l'exécution du programme en cours se dégrade et que les notes de performance chutent, l'allocation globale pour le Honduras diminuera dans une proportion de 19%. De même, si les indicateurs s'améliorent durant deux années consécutives, l'allocation globale augmentera de 12%.

Tableau 1

Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP

<i>Indicateur</i>	<i>COSOP Année 1</i>
Notes évaluant le secteur rural	
A(i) Environnement politique et juridique des organisations rurales	3,80
A(ii) Dialogue entre le Gouvernement et les organisations rurales	3,75
B(i) Accès à la terre	3,25
B(ii) Accès à l'eau à usage agricole	3,18
B(iii) Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricole	3,69
C(i) Conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,31
C(ii) Climat de l'investissement pour les entreprises rurales	3,69
C(iii) Accès aux intrants agricoles et aux marchés de produits	3,69
D(i) Accès à l'éducation en milieu rural	4,08
D(ii) Représentation	4,19
E(i) Affectation et gestion des ressources publiques pour le développement rural	3,75
E(ii) Obligation de rendre des comptes, transparence et corruption dans les zones rurales	3,66
Total des notes cumulées	44,03
Moyenne des notes cumulées	3,67
Note PAR (2006)	2,00
IRAI (2005)	3,91
Note du pays	2,086
Allocation annuelle (en dollars des États-Unis)	2 127 638 (2007)

PAR = projets à risque

IRAI = indice d'affectation des ressources de l'Association internationale de développement

Tableau 2

Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note PAR (+/- 1)</i>	<i>Note de performance du secteur rural (+/- 0.3)</i>	<i>variation en pourcentage du score SAFP du pays par rapport au scénario de base</i>
Hypothèse basse	1	3,37	-19
Scénario de base	2	3,67	0
Hypothèse haute	3	3,97	12

F. Risques et gestion des risques

68. Quelques risques sont associés à la réalisation des objectifs stratégiques du COSOP. L'expérience acquise durant l'exécution du PRONADEL a montré que, si la zone d'intervention d'un projet était trop vaste, l'attention portée aux bénéficiaires désignés était insuffisante. L'ingérence politique dans le recrutement représente également un risque pour l'efficacité et la transparence.
69. La version révisée de la SRP mentionne un risque qui pourrait se répercuter sur l'exécution du COSOP: l'exode rural. Le Gouvernement entend compenser ce risque en mettant en œuvre des stratégies de diversification de l'emploi et de création de revenus en milieu rural. Les autres risques généraux mentionnés dans la SRP sont la vulnérabilité de l'environnement et les catastrophes naturelles.
70. En ce qui concerne l'objectif stratégique 1, il existe un risque inhérent à la viabilité et à la rentabilité économique des initiatives proposées par les groupes bénéficiaires. Ce risque pourra être atténué en préparant des plans d'activités rigoureux.
71. En ce qui concerne l'objectif stratégique 2, trois risques se posent. Premièrement, il faut que les groupes de petits paysans et les autres acteurs du secteur privé aient la volonté de créer des coentreprises et de prendre des risques. On pourra atténuer ce risque en créant un environnement propice aux partenariats par le biais de mesures d'encouragement claires. Il existe un deuxième risque, qui a trait à la volonté des organismes publics d'autoriser les organisations paysannes à participer aux initiatives de libéralisation du commerce et à leur mise en œuvre. Il sera possible de l'atténuer en faisant connaître les expériences de participation effective des agriculteurs aux négociations sur la libéralisation des échanges ailleurs dans le monde. Le troisième risque est lié à la volonté politique d'introduire de nouvelles réglementations permettant l'accès à la terre et aux services financiers. Une information et une action de plaidoyer auprès des décideurs pourront réduire les obstacles à l'adoption de politiques et de cadres réglementaires favorable aux pauvres.

COSOP consultation process

Introduction

As required under the new guidelines for the preparation of COSOPs, COSOP Preparation Mission organized two sets of distinct consultations. During a first mission in July 2006, two consultations were carried out with representatives of small-scale farmers, women and indigenous groups. During a second mission in November 2006, the Preparation Mission organized a consultation with government authorities, representatives of the donor community and non-governmental organizations in the research and development field.

Consultations with farmer organizations

The consultative workshops were held in Tegucigalpa on 24 July 2006 and in Santa Rosa de Copán on 26 July 2006. A total of 39 representatives of 32 rural organizations and public sector agencies participated in the two events. Government entities also attended. Table 1 below provides a breakdown of participating organizations in the two localities.

Table 1. Participants in Consultation Process

Participants	Tegucigalpa		Santa Rosa de Copan		Total	
	Org.	Persons	Org.	Persons	Org.	Persons
Organizations:						
- Second tier	13	15	1	1	14	16
- Grassroots	1	2	14	17	15	19
Sub-total	14	17	15	18	29	35
Public sector	3	4			3	4
Total	17	21	15	18	32	39

Objectives and Methodology

The main objectives of the consultation process included: (i) determining income-generating initiatives by participating groups by region as well as establishing limitations in this regard; (ii) analysing positive and negative aspects of participation in projects and programs on the part of organizations; and (iii) identifying opportunities inherent in the country's Poverty Reduction Strategy (PRS) in accordance with the strategy's pillars.

A methodology based on discussions within a workshop format was designed so as to be able to respond to the selected objectives. A detailed methodological framework was prepared and the workshops conducted by establishing sub-groups which dealt with each of main points of discussion. These groupings took into account poverty conditions in regions of the country. In Tegucigalpa, participants addressed issues in Western Honduras in Ocotepeque, Copán, Lempira, and Santa Bárbara; Central Honduras in Comayagua, Francisco Morazán and Olancho; finally South Western Honduras in Intibucá, La Paz, Valle and, Choluteca. In the Santa Rosa de Copán Workshop, participants addressed issues present in Copan and Lempira. Participants summarized their conclusions at the end of each workshop and commented on the usefulness of the exercise.

B. Findings

Information shared by participants has greatly contributed towards an understanding of the perceptions small-scale farmers, women and indigenous groups have in terms of the possibilities they envisage to increase their incomes, the merits and demerits of their involvement in development projects and, above all, their possible insertion in the poverty reduction strategy adopted by the Government and embraced by the international donor community. Findings are reported below along the three main lines of enquiry.

Main Income Generating Activities

Table 2 below provides information by region based on the priorities assigned to each activity by workshop participants.

**Table 2. Principal income generating activities
Eastern, Central and South Eastern Regions**

Eastern region (Ocotepeque, Copán, Lempira, Santa Bárbara)	Central region (Comayagua, Francisco. Morazán, Olancho)	SOUTH EASTERN REGION	
		Valle-Choluteca	La Paz – Intibucá
Coffee	Coffee	Melon and watermelon	Coffee
Livestock	Basic grains	Shrimp farming	Vegetables
Sugarcane	Livestock	Beekeeping	Fruits
Vegetables		Brazil nuts	Remittances
Basic grains		Sea salt	Livestock

Principal activities identified include: coffee, livestock, vegetables/fruits and basic grains, which continue to be the principal agricultural activities in the selected areas. Of note however, is the difference in importance attached by participants from the Valle and Choluteca Departments where participants underlined the relevancy of export-oriented production where they are involved either by selling their production to export firms or are employed by these firms on a seasonal basis.

Activities such as processing, rural tourism and remittances were not identified as significant although in some areas these activities were included among the ten most important. These are implemented by larger scale producers and other local entrepreneurs. It was noted that basic grains were identified as a priority in the South Eastern and Central regions due to low profitability and the fact that this productive activity was more significant in the context of food security.

Participants identified a number of restrictions in terms of increasing their income including: (i) limited access to credit and markets, technical assistance, marketing and entrepreneurial management; (ii) low technological levels in terms of the use of seeds and equipment; (iii) lack of participation in decision-making processes; (iv) non-existence of strategies and policies for priority areas; and (v) scarce value addition due to lack of packaging, certifications and brand registration. These restrictions are associated with problems traditionally identified by rural organizations. Representatives of second tier organizations linked to export markets indicated that main limitations were found in terms of marketing and transformation processes rather than technical

assistance and credit as this was being provided by the exporting companies. The need for enhancing negotiating capacities and enforcement of contracts was suggested.

Participation in Programmes and Projects

In order to improve impact of development projects and programmes, participants stated that it was important to get to know the points of views of rural organizations in terms of the positive results achieved as well as to discuss issues which have had a negative impact which would require rethinking.

National organizations considered that capacity building was the main positive result in the implementation of programs and projects as it allowed them to respond to the demands placed on them by their grass root organizations going further than their traditional role of pursuing economic and social demands by their members. Programs and projects have allowed them to consolidate and strengthen their organizations and create limited spaces for political dialogue with different stakeholders.

Local organizations also stressed the importance of capacity building in technical, administrative and financial domains. Local organizations also identified as positive the strengthening of technical, administrative and financial activities as well as assistance provided for construction of infrastructure and the provision of services to address the needs of the poor who they serve directly. These organizations have gained experience in farmer to farmer provision of technical assistance services which respond to the demand for assistance by local producers and have developed local financial schemes including the provision of seed capital; training and savings mobilizations. They are able, although in a limited scale, to finance multiple activities.

National leadership representatives highlighted their capacity to negotiate and manage issues at higher levels, while local organizations tended to privilege the fact that they are able to provide practical solutions to problems faced by their members and to try to solve problems which are closer to member realities.

Participants suggested that future projects and programs should aim at: (i) building organizational technical and investment capacity including use of new technologies such as the Internet and informatics; (ii) developing micro-enterprises and provision of training in management and administration; (iii) assisting in improving branding, certifications and registration of products and processes; (iv) establishing strategic and financial alliances with service providers; (v) responding to farmer demands and include the participation of potential beneficiaries in the formulation and implementation of projects; (vi) channelling resources to beneficiaries who have reached acceptable technical and managerial competencies; (vii) recognizing capacity of local producers to provide technical assistance services to other community members; (viii) supporting the establishment of a network for purchasing inputs in the Eastern region; and (ix) providing equal opportunities to all cooperatives taking into account gender dimensions.

Opportunities Present in the Poverty Reduction Strategy

The Honduras PRS was formulated with the full participation of civil society with the aim of developing a sense of ownership to ensure sustainability in the long run. The participatory process took place between January 2000 and May 2001 in which more than 3 500 organizations expressed their views. However, participants in both workshops indicated that although they had been consulted, many had not had access to the final document and those who had indicated they had not read the document.

Bearing in mind the need to align IFAD's intervention with the country's PRS, the consultation process included a discussion on the strategy. Participants were asked to

analyze the opportunities included in the PRSP for improving their livelihoods. Discussions centered on the strategic objectives included under Pillar II under the heading of Reducing Rural Poverty. The following objectives were discussed:

1. Equity and land tenure security;
2. Sustainable development in priority areas;
3. Competitiveness of the rural economy; and
4. Social conditions in rural areas.

Improving equity and security of land tenure.

Workshop participants concluded that access to land and land tenure security was key to development in rural areas. The equity concept used in the PRS context was highly valued as it means giving women access to land directly and under equal conditions with men. Land titling in the name of both partners will be compulsory and include adoption of a land adjudication policy in favour of women. Equally, national organizations present highlighted the importance of adjudicating land to indigenous communities while local organizations emphasized the importance of converting community titles in individual titles. Introducing modifications to present legislation principally to the Agricultural Modernization Law was considered indispensable. Availability of sufficient financial resources was identified as a prerequisite for implementing a land purchasing program and demarcation of community and individual land parcels was given great importance. Strengthening adjudication, titling and clear establishment of property rights will provide an opportunity for rural inhabitant to possess information on institutional processes, recognizing the importance of property titles and moving ahead with the respective procedures. Efforts to ensure land tenure security will have a direct impact on personal and family security which should be accompanied by credit and technical assistance to further production based on real guarantees on the part of small-scale producers. Regional cooperatives and municipal savings and loans agencies, who now face difficulties for the lack of collateral, will consider this as an opportunity to reduce levels of non-payment.

The demarcation of communal and individual land parcels according to representatives of local organizations should be undertaken in agreement between neighbours and only when these agreements are reached adjustments could be made in order to ensure that taxation is carried out in accordance with the dimension of each land parcel.

Sustainable development in priority areas

Representatives of national organizations privileged the strengthening of the National Programme for Sustainable Rural Development (PRONADERS), development of transformation and value adding projects and all activities which may contribute to poverty reduction. Representatives of local organizations emphasized the promotion of agro-forestry projects and off-farm income generation activities. PRONADERS, according to all participants, should support coordination of activities with organizations involved in development and could cover the whole country making use of an existing development delivery system and capacity.

It was pointed out that projects in border areas should be considered especially bi-national initiatives. Participants stressed that in these types of projects, accountability and joint work with local authorities, Government agencies and local organizations was essential.

Agro-forestry should be undertaken at local level which will require adaptation and enforcement of legal frameworks such as the Territorial Reordering and Forestry Control and Management laws. Efforts should also be made to provide training in sustainable use

of natural resources, species diversification and development of management systems through which project participants could obtain environmental and economic benefits

Although participants recognized that increased off-farm activities result in better family incomes and that in order to accomplish this it will be necessary to have better market opportunities, the subject was not fully comprehended by participants as off-farm activities are many. Not having a clear idea of which type of activity should be supported made it difficult for them to prioritise among them.

Improving the competitiveness of the rural economy

Participants considered that the development of agricultural value chains is an opportunity to improve competitiveness bearing in mind that some organizations have the capacity in terms of production credibility and transparency and potential clients in at least 90 percent of all rural areas which will allow them to establish the necessary linkages to succeed in this type of endeavour. They recognized however, that they will require information and training for the preparation of proposals, technical assistance and advisory services on how to link their production to markets.

Development of appropriate technologies for maintenance of rural roads was underlined which will also require provision of technical and financial assistance for its wide dissemination. Participants of the Tegucigalpa workshop stated that it will be necessary to ensure that demand for services was adequately funded through the Road Infrastructure Fund of the Ministry of Public Works and Transport which in turn would require political lobbying in Congress.

Supporting the construction of small scale irrigation will enhance competitiveness if consideration is given to the provision of technical training and management of natural resources as well as guaranteed access to markets. Participants further stated that infrastructure should be built in limited geographical areas using local technologies. The importance of rural electrification was stressed and a proposal made for the creation of a fund to assist in the establishment of small hydroelectric plants which could later lead to the creation of small enterprises which use electricity in their development.

Concerning support services for development of economic activities participants underlined the importance of financial, extension/research services as well as animal and plant health services.

In terms of **financial services**, participants suggested strengthening local financial services by supporting organizations, equipment and capitalization of Rural Savings and Loans institutions or *Cajas Rurales*. Accessing State credit lines was a possibility which should be explored. Participants indicated that they had the experience in managing trust funds and their own savings noting that the high demands surpasses the present financial and management capacity of the *Cajas Rurales*.

The provision of **technical assistance and research services** requires technical and financial support for the establishment of micro-enterprises and of technical units within the organizations so as to enable them to provide the required services. Participants in Santa Rosa indicated that there was an important number of producers trained and with experience who could provide services in several areas including development with a gender perspective.

Concerning **animal and plant health services** participants proposed the creation of community enterprises that could provide the services including the establishment of stores for the sale of veterinary products and chemicals while at the same time implementing animal and plant health campaigns.

Social conditions in rural areas.

Participants in both workshops expressed their interest in the development of rural housing projects and in expanding coverage of potable water and sanitation. In this context they stressed the need for adequate housing which will contribute to better living conditions. Concerning vegetable home gardens they stated this as an important mechanism for ensuring food security. This should be supported by private and public entities that should develop integrated land parcels especially targeted at rural women. With respect to the use of food aid national organizations felt that these resources should be channelled through local governments and that the central government agency responsible for these programmes should recognize grass root organizations in order for them to coordinate these projects directly with intervention by second or third tier organizations.

Conclusions and Recommendations

The following conclusions can be extracted from the consultation process

- Representatives of national and local organizations appreciated being consulted as their voices were seldom heard. They noted that the review of the PRS allowed them to better understand government approaches
- The dichotomy of export oriented and contract agriculture and that of small-scale producers in hillside areas remains and the former will gain ground as free trade agreements materialize
- Small-scale farmers in poorer areas had a poor understanding of off-farm activities and were hardly involved
- Limitations for increasing income by small-scale farmers included issues identified in the past such as lack of access to land, credit and technology while representatives of second tier organizations underlined the importance of building negotiating capacities and enforcement of contracts
- Programs and projects in favour of the rural poor and small-scale farmers should be designed with the full participation and involvement of representative organizations
- Capacity building has been the main contribution of development programs and projects. For second tier organizations participation in policy dialogue, although limited, was crucial. Grass root organizations have gained experience in farmer-to-farmer training and will be able to deepen this approach
- The PRS should be translated into: (a) ensuring equity in land acquisition and ensuring land security and access including reform to existing legislation; (b) strengthening PRONADERS and improving delivery mechanism in consultation with civil society; (c) implementing projects in border zones of a bi-national character with involvement of all stakeholders; (d) adapting legal frameworks for agro-forestry activities; (e) providing technical assistance and training for developing of value adding and transformation processes; (f) considering community involvement through the creation of micro-enterprises for road maintenance; (g) implementing small-scale irrigation and rural electrification programs and projects; (h) strengthening rural financial services including the rural savings and loans associations approach; (i) establishing micro-enterprises at the local level for the provision of technical assistance services; (j) creating community enterprises for animal and plant health services; (k) furthering rural housing projects and expanding coverage of potable water and sanitation; and (l) channelling food aid through local governments with the participation of grass root organizations.

Consultation with Government authorities, the donor community and non-governmental organizations

Background

The consultation with government authorities, the donor community and NGOs was held on 2 November 2006 with the assistance of UPEG and CABEI. Government representatives included high level Officials responsible for implementation of the PRS and SAG, while the donor community was represented by the World Bank, the United Nations Food and Agriculture Organization (FAO), the Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture (IICA). Among NGOs including research organizations were the Zamorano Agricultural School and Foundation for Entrepreneurial Rural Development (FUNDER). During the meeting, the Mission Leader presented the initial findings and proposals for the COSOP which were then discussed with the participants.

Findings

Government authorities indicated that the GOH is firmly committed to the implementation of the PRS. A revised PRS document is being finalized which identifies 13 goals with their respective indicators activities and products based on a results management framework. Officials responsible for PRS implementation stated that a recent evaluation of progress achieved showed that its objectives have not been reached and that poverty levels have not improved significantly probably due to the fact that main structural questions were not being considered. The situation has changed since the initial document was prepared in 2001 and a number of lessons are being learnt including the need to: (a) provide for better geographical and beneficiary targeting; (b) pursue a more integrated developmental approach; c) further decentralization and participation including financial and responsibility transfers; (d) use of zoning in order to benefit from comparative advantages in agricultural and non-agricultural conditions; (e) consider the provision of access to natural, human, social and financial assets based on the livelihoods approach; (f) emphasize human development as pivotal; (g) forge alliances and build on complementary actions with other government and donor community initiatives; (h) consider risk factors such occurrence of natural disasters. Non-focused and dispersed interventions were hindering progress towards achievement of PRS goals. The need to consider integral development was underlined. At the time there are more than 350 project implementation units which have resulted in weakening institutional strengthening processes.

Agricultural sector authorities stated that the recently approved Strategic and Operational Plan for the agro-forestry sector will contribute towards harmonization and alignment of sector activities with the main PRS goals and those new organizational arrangements for SAG and other agencies will also contribute in reaching the purpose of harmonization and alignment. The Agricultural Development Council (CODA) was being strengthened and an agro-forestry consensus building space was being reinforced represented by a *Mesa Agro Forestal*.

Projects have until now tried to fulfil too many objectives without concentrating on growth drivers, linked to markets together with provision of technologies and financing mechanisms linked with the private sector.

Donor representatives concurred with the appreciations made by the government authorities. Additionally, they indicated that government strategies and plans are ways by which demands are expressed but it is now necessary to address the supply issue by having a clear knowledge of who is doing what. It is necessary to clearly define a scenario for interventions so as to allow each donor to fill in the gaps in terms of cooperation and complementary activities. It was pointed out that there is no efficient

mechanism in place aimed at establishing linkages between projects and donors neither are there mechanism for systematizing experiences and ensuring feedback that will allow for adapting implementation to changing situations.

NGO representatives ascertained that citizenship is extremely weak in rural areas with youths being excluded from the development process with limited opportunities to access financial support or employment. They underlined the importance of ensuring complementarity between numerous activities and initiatives taking into account the heterogeneous nature of conditions in the nearly 21 agricultural and economic spheres in Honduras. Interventions are based on political and administrative boundaries rather than on economic development potential. There is now growing recognition that project implementing units do not share a minimum common understanding on development concepts and approaches.

C. Conclusions and Recommendations

The consultation concluded and recommended that:

- Projects should be designed taking into account the PRS and the Sector Strategic and Operational Plan.
- Goals and indicators should be clearly identified by way of a baseline and be measured periodically.
- New interventions should consider municipalities and grouping of local governments
- Projects should deepen their support to service providers.
- Beneficiaries should be seen in the context of their communities and vertical and horizontal linkages in search of employment generation.
- Special attention should be paid to building and increasing assets in the context of a livelihoods approach and aim at establishing an enabling environment.
- Sustainability should be considered at the outset and assumed by all stakeholders.
- Alliances and information sharing is paramount and mechanisms to measure progress and ensure feedback should be implemented.
- Flexibility in project implementation is crucial to ensure success and impact.
- A multi-sector committee at government level should be established to ensure coordination, monitoring and evaluation.
- Interventions should consider youths by strengthening their skills and knowledge to take advantage of market opportunities jointly with schools, colleges and church organizations.
- Project evaluation mechanism should be revisited and an independent Observatory established to measure impacts.
- Project staffs should understand new rural development approaches and be trained accordingly and
- Integral development approaches including territorial development should provide a framework for implementation of development initiatives taking into account regional disparities, willingness on the part of stakeholders to participate and the use of new and improved development communication approaches.

Country economic background

HONDURAS

Land area (km² thousand) 2004 1/	112	Land Use	
Total population (million) 2004 1/	7.05	Arable land as % of land area 2004 1/	10 a/
Population density (people per km²) 2004 1/	63	Forest area as % of total land area 2004 1/	n/a
Local currency	Lempira (HNL)	Irrigated land as % of cropland 2004 1/	6 a/
Social Indicators		GNI per capita (US\$) 2004 1/	1 040
Population (average annual population growth rate) 1998-2004 1/	2.4	GDP per capita growth (annual %) 2004 1/	2.3
Crude birth rate (per thousand people) 2004 1/	29	Inflation, consumer prices (annual %) 2004 1/	8
Crude death rate (per thousand people) 2004 1/	6	Exchange rate: US\$ 1 =	HNL 0.05293
Infant mortality rate (per thousand live births) 2004 1/	31	Economic Indicators	
Life expectancy at birth (years) 2004 1/	68	GDP (US\$ million) 2004 1/	7 371
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	GDP growth (annual %) 1/	
Poor as % of total rural population 1/	n/a	2003	3.5
Total labour force (million) 2004 1/	3.00	2004	4.6
Female labour force as % of total 2004 1/	37	Sectoral distribution of GDP 2004 1/	
Education		% agriculture	14 a/
School enrolment, primary (% gross) 2004 1/	118	% industry	31 a/
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2004 1/	20	% manufacturing	20 a/
Nutrition		% services	55 a/
Daily calorie supply per capita	n/a	Consumption 2004 1/	
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2004 2/	29 a/	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	14 a/
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2004 2/	17 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	74 a/
Health		Gross domestic savings (as % of GDP)	12 a/
Health expenditure, total (as % of GDP) 2004 1/	7 a/	Balance of Payments (US\$ million)	
Physicians (per thousand people)	n/a	Merchandise exports 2004 1/	1 537
Population using improved water sources (%) 2002 2/	90	Merchandise imports 2004 1/	3 916
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a	Balance of merchandise trade	-2 379
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 2/	68	Current account balances (US\$ million)	
Agriculture and Food		before official transfers 2004 1/	-1 772
Food imports (% of merchandise imports) 2004 1/	16 a/	after official transfers 2004 1/	-413
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2004 1/	470 a/	Foreign direct investment, net 2004 1/	293
Food production index (1999-01=100) 2004 1/	111	Government Finance	
Cereal yield (kg per ha) 2004 1/	295	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2004 1/	n/a
		Total expenditure (% of GDP) 2004 1/	n/a
		Total external debt (US\$ million) 2004 1/	6 332
		Present value of debt (as % of GNI) 2004 1/	38
		Total debt service (% of exports of goods and services) 2004 1/	8
		Lending interest rate (%) 2004 1/	20
		Deposit interest rate (%) 2004 1/	11

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2006

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2005

COSOP results management framework

<p>Country strategy alignment Poverty Reduction Strategy and Targets PRS Objective: Improving the competitiveness of the rural small economy Increase production and improve the efficiency and competitiveness of small rural producers</p> <p>Baseline data Rural per capita income: US\$801 in 2004 Child malnutrition 37.8 per cent in 1996</p> <p>Target 10 per cent increase in rural per capita income by 2010 (INE- ENCOVI)</p>	<p>Strategic objectives SO 1 Income generation Improving on-farm and off-farm income generating opportunities for the rural poor</p> <p>SO 2 Capacity Building Improving the organizational capacities and bargaining power of rural poor and their organizations with special attention to women and indigenous people</p>	<p>Key results Outcome that IFAD Expects to Influence</p> <p>10 per cent increase in rural per capita income in IFAD project areas¹</p> <p>10 per cent increase in volume of high value agricultural products and products of micro-enterprises placed in the national and foreign markets</p> <p>20 per cent increase in the number of beneficiary groups including women's groups with access to formal rural financial services in IFAD funded project area</p> <p>20 per cent increase of formal commercial and business relations established between rural poor producers and commercial entrepreneurs</p> <p>15 per cent increase in number of regularized rural properties in IFAD project area At least one ecological and cultural heritage projects implemented according to development plans of indigenous people</p>	<p>Milestone indicators</p> <p>Business plans implemented by organized groups small- scale entrepreneurs.</p> <p>Increased number of agricultural and non agricultural SMEs linked to markets</p> <p>Saving and credit holders with improve financial asset management</p> <p>Rural poor producers have improved negation and management capacities</p> <p>Beneficiaries access to land registrations facilities.</p> <p>Development plan for indigenous people elaborated</p>	<p>Institutional/Policy objectives Policy dialogue agenda</p> <p>Built partnership in regularization of rural land parcels and improving equity and security in land access (WB and IDB)</p> <p>Operationalization of GOH and SAG strategy to reorient public sector institutions and build public-private partnership</p> <p>Conductive regulatory framework to facilitate arrangements for joint ventures between small-scale producers and commercial entrepreneurs</p> <p>Regulatory framework for operations of saving and loans mechanisms</p> <p>Participation of farmer organizations in agricultural sector commissions and government forums</p>

¹ IFAD funded programme area (new intervention and on-going projects) municipalities)

Previous COSOP results management framework

	STATUS AT COSOP DESIGN	STATUS AT COMPLETION	LESSONS LEARNED
<p>A Country Strategic Goals: Master Plan for National Reconstruction and Transformation.</p> <ul style="list-style-type: none"> Sustainable rural development through investments policies, employment and income generation. Human capital policies focused on improving education health and health care. Protection and compensation social policies towards the most vulnerable groups. 	<p>Economy</p> <ul style="list-style-type: none"> GDP per capita US\$730 GDP growth rate 2.9 per cent (1998) External debt as percentage of GDP 73.8 per cent Consumer prices 15.6 per cent Contribution of agriculture to GDP 27 per cent Agricultural employment 42 per cent <p>Poverty (1989/99)</p> <ul style="list-style-type: none"> National Poverty: 52.5 per cent Rural Poverty: 71.2 per cent Urban Poverty: 28.6 per cent Extreme Poverty: 25.1 	<p>Economy</p> <ul style="list-style-type: none"> GDP per capita (2004) US\$1,040 GDP growth rate 3.1 per cent (1995-2003) External debt as per cent of GDP 84.9 per cent Consumer prices 8 per cent Contribution of agriculture to GDP 23.2 per cent Agricultural employment 35 per cent <p>Poverty (2004)</p> <ul style="list-style-type: none"> National Poverty: 50.7 per cent Rural Poverty: 70.4 per cent Urban Poverty: 29.5 per cent Extreme Poverty: 23.7 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of progress on poverty reduction can partly be explained by combined effects of stagnant GDP growth and the economy's vulnerability and exposure to external shocks and unexpected natural disasters. The economy needs to raise its growth rate to at least 5-6 per cent per year which will reduce the Gini income distribution by 10 per cent. Higher growth rates must be accompanied by accelerated productivity growth in all economic sectors, but particularly in the rural sector where much of the poor are located.
<p>B. COSOP Strategic Objectives:</p>			
<p>Strategic objective 1 Supporting income generation activities, promoting employment opportunities for the rural population in agriculture and non-agricultural activities, as well as through diversification and access to new markets.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Need to include a financing instrument to help provide rural services and investments in infrastructure on a demand basis. Need to expand coverage of IFAD interventions in hillside areas to include small-scale farmers, landless peasants and indigenous and Afro descendant communities. 	<p>PRONADEL reached 18 637 beneficiaries through demand driven investment projects: 218 in agriculture, 173 poultry, 87 beekeeping, 153 livestock, 161 small-scale irrigation and 45 other projects for a total of 131.75 million Lempiras.</p>	<ul style="list-style-type: none"> (a) Lack of clarity on the part of government in terms of the spheres of influence of SAG and PRONADERS in relation to the projects; (b) centralized project implementation and lack of a comprehensive implementation approach; (c) politicization in appointments, slow execution and lack of transparency; (d) difficulties in identifying beneficiary demands; (e) scant attention paid to the needs of rural women and indigenous groups; (f) loss of control on investment due to too wide geographical coverage; (g) diffused roles and responsibilities among many actors involved in implementation; and (h) poor monitoring with too much emphasis in meeting set targets rather than evaluating by impact results.
<p>Strategic objective 2 Improving the management of the natural resources base of small hillside farmers to reduce environmental deterioration and promote environmental sustainability.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Need to reduce environmental deterioration by making sound use of natural resources: soil water and forests. 		
<p>Strategic objective 3 Supporting introduction of new and innovative financial institutions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Need to expand financial services to meet existing demand and deepen alternative rural financing. 		
<p>Strategic objective 4 Improving human capital resources by: (i) providing education and training in productive activities, marketing</p>	<ul style="list-style-type: none"> Need to develop capacity of beneficiary groups through all encompassing technical assistance. 		

and management; (ii) supporting the improvement of the nutritional status of the rural population through strategic partnerships and increasing the production levels of basic grains and other food staples.	<ul style="list-style-type: none"> • Need to ensure food self sufficiency and improve nutritional levels. 		
C. IFAD operations	STATUS AT COSOP DESIGN	STATUS AT COMPLETION	LESSONS LEARNED
	<ul style="list-style-type: none"> • Ongoing. Rural Development Project in the Central Eastern Region (PRODERCO) • Proposed: <ul style="list-style-type: none"> -Rural Investment Fund Project (FONADERS II) -Small-scale irrigation, agricultural diversification and support for the establishment of a production and environmental services market in hillside areas -Rural Financial System 	<ul style="list-style-type: none"> • Closed. Rural Development Project in the Central Eastern Region (PRODERCO). • Ongoing <ul style="list-style-type: none"> -National Program for Local Development (PRONADEL) -National Fund for Sustainable Rural Development Project (FONADERS) 	<ul style="list-style-type: none"> • Planning for a five year project implementation period during COSOP formulation should be reassessed.
D. IFAD performance			
Policy dialogue	<ul style="list-style-type: none"> • Institute institutional coordination to plan and implement development initiatives. • Create adequate mechanisms to ensure that benefits from sustainable management of natural resources provide income opportunities to the rural poor. • Reduce protection and fiscal policies whose effects reduce the income generated by certain agricultural products and restrict crop diversification. • Search for viable solutions to land tenure issues especially for women and indigenous groups. • Develop instruments for improvement and maintenance of infrastructure in rural areas. • Implement adequate financial services which are accessible to the rural poor. 	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD appointed a FPM for Honduras and Nicaragua. At closure the FPM only covered Nicaragua. 	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD should increase its country presence so it can participate more actively in policy dialogue in consultation with other donors.
Partnerships	<ul style="list-style-type: none"> • Strengthen partnership with SAG as a main partner for rural development and poverty alleviation. • Deepen partnerships with other donors especially in the context of aid efforts after Hurricane Mitch. 	<ul style="list-style-type: none"> • SAG continues to be IFAD's strongest partner. GOH decision in this regard confirmed during RB-COSOP preparation. • Donor coordination has been strengthened. Formation of the Group of 16 donors and several sub groups. • IFAD presence was heightened through FPM. 	<ul style="list-style-type: none"> • Although SAG continues to be the lead agency, political issues between SAG and PRONADERS hinder adoption of a coherent rural development policy. • Establishment of donor coordination mechanism contribute to alignment but delays in adoption of government policies conspires against better results.

			<ul style="list-style-type: none"> Responsibilities of FPM need to be better defined, their status clarified and operational funds provided.
Portfolio performance	<ul style="list-style-type: none"> Existing portfolio generally performed satisfactorily with room for improvement 	<ul style="list-style-type: none"> Progress in implementation of the PRONADEL project is mostly on target while progress in meeting development objectives is substantially below target. 	<ul style="list-style-type: none"> Need for Government to clarify roles of agencies involved in rural development Need to decentralize implementation of projects. Need to reduce geographic coverage. Need to establish high operational standards at the outset. Need to design impact monitoring systems.

CPE Agreement at completion point

Introduction

Although the evaluation of the IFAD portfolio in Honduras dates from 1996, it seems appropriate to reflect in the preparation of the present COSOP some of the findings of the portfolio evaluation. It must be recognized that this early portfolio evaluation was prepared long time before adoption by IFAD of a framework for evaluation and the requirement for agreements at completion point. The decision to select Honduras as the first Latin American country in which IFAD should analyse and synthesize its experience was arrived at taking into account the importance of rural poverty in Honduras and the relevance of IFAD's experience in the country for the rest of Central America, where IFAD had been financing a considerable number of projects.

In 1979, a Special Programming Mission established the basis for future operations in the country. The following projects were covered by the CPE: (i) Rural Development Program for the Western Region (PRODERO-Loan 028-HO approved in December 1979); (ii) Integrated Rural Development Project of Santa Barbara (PRODESBA-Loan 099-HO approved in September 1982); (iii) Integrated Rural Development Project of Intibucá-La Paz (Loan 203-HO approved in April 1987); and (iv) Rural Development Plan for the Western Region (PLANDERO-Loan 336-HO approved in September 1993). The total original cost of these four projects was approximately: US\$84.7 million, with IFAD contributing approximately US\$34.6 million. The Government of Honduras allocated resources to the projects for an equivalent of 20 per cent of the total cost and other international or bilateral financial institutions (IDB, CABEI, KfW, OPEC, and UNDP) contributed the remainder. As a result of partial loan cancellations, the effective contribution of the Fund was estimated to be approximately US\$24.6 million (DEG 20.7 million).

The COSOP preparation Mission, considering that the CPE had been carried out ten years ago, convened a meeting of staff who had participated in the implementation of projects covered by the CPE and those who participated in the implementation of the new projects which came on stream. The conclusions of the working session are reflected in Section IV below.

II. FINDINGS

The portfolio evaluation concluded that:

Area development projects had played an important historical role in certain areas of the country. However, their influence in the struggle against rural poverty at a national level had been limited. The four projects were area development projects, located in zones of greatest rural poverty as well as in border areas. This enabled them to have positive geo-political effects by acting as social security valves, but they had only a limited effect on increasing earnings for the target population.

Increasing production and productivity had been limited due to a number of factors including: (a) Availability of agricultural technology was overestimated especially for cereals. Increases in production and earnings of the target population had not been up to expectations. Something similar happened with the soil conservation technologies which were advocated. With a few exceptions, these required intensive labour inputs and were therefore not adopted or were not sustainable. The limited agricultural potential of project areas meant that farmers had to dedicate more time to maintenance and had less time for conservation work and **(b) Estimates of agricultural yield and loan disbursements were unrealistic.** Project design assumed that within a five-year period yields will greatly increase and that this will

require loans for the rural poor at levels much higher than those which were actually demanded. One of the reasons for such unrealistic estimates was that traditional economic evaluation techniques were used in the design process. The critical values of the parameters such as the internal rate of return were expected to be similar to those reached in traditional projects, although neither the distribution effects foreseen for this type of project, directed towards fighting rural poverty nor environmental effects were explicitly included.

Working with groups had saved costs and increased coverage but building social capital by supporting new groups was important. Projects working with existing groups showed better results than when groups had to be organised by the projects. However, it was suggested, that projects should also cooperate in organising and gradually training new groups. This should be done not only with a view to using the groups to implement projects but also because the formation of such groups helps in building social capital.

The situation of indigenous people and landless peasants had not been addressed. The projects did not focus their attention on indigenous populations as a target group warranting special attention. The CPE emphasized the need to ensure that new projects involving indigenous populations take into account their local political organisation as well as the implications that their customs and cultural-religious beliefs have in the design and implementation of project activities. Project components were not orientated towards landless populations or towards those who do not hold the title to the land, which represent a significant part of the rural poor. To include the landless population and interventions in the land market could be instrumental in the struggle against poverty.

Too much emphasis was given to placing credit funds. Projects assigned a dominant role to credit in the operational strategy. One of the main indicators used to measure the advance of the projects was the level of placements reached, while other equally important aspects were ignored. Even technical assistance was subjected to credit, which meant that technical assistance as an independent tool for improving the situation of the target population was not fully developed. The fact was not recognised that credit might be neither useful nor necessary for many individuals or organizations

Monitoring and evaluation systems had not performed satisfactorily. Analysis carried out indicated that non-performance resulted from the merger of the monitoring function with the evaluation function within a single administrative unit. These units were requested to be at the same time independent from project management, for the sake of evaluation, and to strongly support project management. These were inconsistent requirements and the actual experience was highly conflictive. Projects did not allow for enough beneficiary participation in the monitoring and evaluation system thus restricting the possibility to incorporate the voice of the rural poor in the implementation process.

Adequate project supervision had not been satisfactory. It was established that supervision had been affected by communication gaps between IFAD and the Cooperating Institutions.

III. RECOMMENDATIONS

The CPE made a number of recommendations. The most significant include the need to:

- Undertake careful analysis of macro-economic and sector policies with the view to opening up dialogue on rural development policies with Government and other stakeholders.

- Open up a dialogue on rural development policy with the Government and other stakeholders for developing programmes and projects with greater impact at national level.
- Consider supporting national programmes focused on specific questions such as management of small watersheds, land acquisition by the rural poor, indigenous populations, rural women, generation and transfer of technology, agro-forestry and grazing systems and rural financing.
- Clarify and deepen the definition of beneficiaries as these are a heterogeneous group with very different levels of access to means of production (land, knowledge, capital, labour) and they all have different needs, even though they all fall under IFAD's definition of rural poor. The different types of beneficiaries for each project should be made explicit including a gender differentiation. The strategies and activities proposed for each type of beneficiary should be clearly established indicating who will benefit from which type of action and how benefits will be shared among the target population. The needs of ethnic communities should be explicitly identified in all documents.
- Take explicit measures to address the needs of landless peasants as there is a large demand for land on the part of the landless and that successful direct buying mechanisms have been set up with the support of local intermediaries.
- Widen the dimension of technical assistance so as to include technical support for management and administration of small agricultural industries and agro-industries as well as for product marketing and for improved vertical integration in productive activities.
- Reflect more adequately the needs of a rural financing system and envisage mobilizing rural savings and giving greater sustainability to institutions which give credit services, thereby increasing their responsibilities to include a wide range of rural financing services.
- Improve analysis of how peasant markets work and address commercialization of agricultural and other products which are a bottleneck for development strategies based on increased production and income generation.
- Study agricultural diversification based on the lack of development potential for basic cereals and give special consideration to non-agricultural income generation activities such as rural micro enterprises and other off-farm initiatives.
- Use innovative social cost benefit analysis including poverty alleviation effects rather than conventional yield and credit demand estimates.

IV. RECENT FINDINGS AND CONCLUSIONS

During the working session organized by the COSOP Mission participants addressed most of the issues earlier highlighted by the CPE and deepened the understanding on identified issues and made additional suggestions.

Concerning **technology transfer issues** participants concluded that there are agricultural technologies available but that these are not suited to specific types of producers and that in the future these technologies should be disseminated and introduced based on the characteristics of the target populations taking into account their physical, social, natural, human and financial assets. It was recommended that service providers such as Rural Development Enterprises (EDR) need constant training and updating in production techniques, extension methodologies and communications for development.

In relation to **credit and financial services issues, participants** concluded that IFAD has been an innovator by evolving from agricultural credit to other approaches including

saving and loans groups such as rural savings and loans associations and local development funds. Notwithstanding, suggestions were made to introduce stronger advisory services and monitoring and evaluation mechanisms to avoid negative effects such as paternalism, non-payment culture and organizational weaknesses. It was suggested that rural savings and loans associations should be linked to the formal banking system and be subject to supervision. The remittances issue, which has become increasingly important since the CPE, should be taken into consideration and ways should be found to promote their use for savings and productive investment.

With respect to **land tenure issues** participants indicated that IFAD's involvement has been limited to facilitating the legal requirements for land registration. However, IFAD should consider more comprehensive interventions to include land purchasing and social and productive development of landholders. On **marketing** support participants stated that IFAD's involvement is limited and should be further developed. Regarding **non-agricultural employment**, there was agreement on the need to include specific actions during project design so as to include support for rural tourism, processing, transformation and services.

The working session paid considerable attention to **project approaches sustainability and knowledge management**. Participants suggested that projects should be implemented in concentrated geographical areas and with clearly identified target groups involving a limited number of families at lower costs and longer implementation periods. In terms of sustainability participants indicated that this should be reflected in the design and reaffirmed during the first year of project implementation jointly with a territorial project management group which should include beneficiaries, local governments, research groups and the local public sector entities. Participants stressed the need for IFAD to strengthen its knowledge management approach and establish deeper linkages between projects operating in the same country and the sub-region.

The working session discussed in depth **targeting, project management, monitoring, evaluation and supervision issues**. Participants stated that **gender aspects** were incorporated in the PROSOC project successfully and progress was achieved with important changes taking place with respect to the participation of rural women especially in relation to managing financial resources and micro-enterprise development. Experience gained should be systematized and lessons learned should be taken into account in the design of new interventions. With respect to **indigenous groups and rural youths**, it was concluded that although projects include indigenous groups there has been no differentiated treatment in addressing their specific needs and youths have not been a specific target group. Participants recommended that projects should include staff specialized in indigenous issues in order to consider their needs in project implementation and that actions should be taken so as to ensure that youths may obtain gainful employment in the community. Concerning **targeting the poor**, participants indicated that IFAD projects in Honduras have operated in areas with high poverty levels. However, it was pointed out that in these areas there are groups who are less poor and consequently projects should consider both groups and develop alliances which can benefit both the poor and the less poor. With respect to the landless, participants concluded that experience has shown that these groups do not improve their conditions simply by land adjudication but that other alternatives should be identified such as employment and income generation activities and the provision of social and productive services. Working with **rural organizations and organizational capacity issues** was amply debated. Participants concluded that providing investment support to weak organizations leads to failure of ventures undertaken benefiting only a few members. Building organizational capacity requires time and in many instances projects come to an end before participating organizations can be consolidated. Participants recommended that new projects should take advantage of the organizational base already developed by earlier IFAD-funded interventions not only among project beneficiaries but also among professionals who have participated in earlier interventions. Rural organizations should

be inserted in the development dynamics of local governments by strengthening their involvement in policy decisions that affect them.

On **institutional arrangements**, participants recommended that particular care should be taken in selecting where to place the project's implementation unit as putting it under SAG will identify it with strictly agricultural development leaving out other issues in a more rural development approach which in the case of Honduras fits within PRONADERS. Finally, on **monitoring, evaluation and supervision** participants stated that baseline information must be gathered at the outset with few indicators which can be easily measured. It will be necessary to determine how poverty levels would be measured either by the Unmet Basic Needs or income methods and impact indicators should go beyond increased income to include improved knowledge and attitudinal or behavioural changes. IFAD should establish much closer links with projects it funds to ensure timely and effective supervision.

Key File 1. Rural poverty and agricultural/rural sector issues

Priority Area	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
Rural poverty	<ul style="list-style-type: none"> Landless peasants, indigenous groups and women headed household 	<ul style="list-style-type: none"> Low human capital due to limited access to educational and health services Poor or non existent water and sanitation infrastructure Lack of electricity and other rural infrastructure Dependency on agricultural activities and outcomes 	<ul style="list-style-type: none"> Invest in health and education services Implement conditional cash transfer programs for the poorest Invest in rural infrastructure Expand opportunities for off-farm income generation activities
Agriculture /livestock	<ul style="list-style-type: none"> Small-scale agricultural producers and especially those involved in hillside cultivation. Medium sized producers and extended livestock ranchers 	<ul style="list-style-type: none"> Low profit margins Extensive livestock breeding High land fragmentation (<i>minifundios</i>) Limited area under irrigation Natural disasters Difficulties in accessing international markets Increased import of foodstuffs Lack of competitiveness Low dairy productivity Limited capacity of plant and animal health services and inspection 	<ul style="list-style-type: none"> Establish food and agricultural productive chains Fund research and technological development Consider non-agricultural income generating activities Support initiatives in areas with potential such as cheese making, horticultural production, shrimp farming, organic and ethnic products among others Ensure land tenure Expand irrigated areas Design natural disasters prevention and mitigation measures Reduce bottlenecks for competitiveness Implement livestock improvement projects Strengthen animal and plant health systems
Fisheries and aquaculture	<ul style="list-style-type: none"> Community organized fishermen groups Artisanal fishermen 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of regulatory frameworks and enforcement to limit over exploitation Poor technologies used by artisanal fishermen Inadequate policing to avoid fishing piracy 	<ul style="list-style-type: none"> Strengthen regulatory frameworks and enforcement Provide support to artisanal fishermen to acquire new technologies

...continuation Key File 1

Priority Area	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
Land	<ul style="list-style-type: none"> All farming groups especially landless peasants, indigenous groups, rural women and agricultural labourers 	<ul style="list-style-type: none"> Strong demand for land Lack of financial resources for land purchasing INA technical, legal and financial limitations Strong land concentration Limited land conservation projects and programs 	<ul style="list-style-type: none"> Modernize the property registry and land cadastre Expand the experience gained by PACTA to indigenous groups, peasant farmers within the reformed sector and rural women Revise the legal framework Complete and update cadastral registries Complete titling of indigenous community lands
Water and irrigation	<ul style="list-style-type: none"> All farming groups especially landless peasants, indigenous groups, rural women and agricultural labourers 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of water conservation strategies Inexistent control of water pollution by use of pesticides, human and animal wastes Lack of water usage arrangements Competition for water usage Lack of functioning organized water user groups 	<ul style="list-style-type: none"> Deepen collaboration with SERNA as the lead agency for management of watersheds Implement a National Strategy for Integrated Watershed Management Promote mechanism for payment for environmental services Facilitate participation of the private sector in valuing environmental services
Forests	<ul style="list-style-type: none"> Rural communities and indigenous groups 	<ul style="list-style-type: none"> Deforestation aimed at expanding the agricultural frontier High use of firewood for cooking Forest fires Illegal felling Use of slash and burn methods 	<ul style="list-style-type: none"> Implement and finance preparation of management plans Implement reforestation programs Design and implement a program to control forest fires Strengthen collaboration between SERNA, COHDEFOR and SAG's PRONAFOR Undertake a diagnosis of the forestry industry and localising of existing sawmill and location and availability of forest reserves Implement carbon sequestration initiatives
Rural finance	<ul style="list-style-type: none"> Small-scale and medium sized producers 	<ul style="list-style-type: none"> Access to formal banking system limited Incipient informal credit system Lack of regulatory framework and clarity of alternative financial services systems 	<ul style="list-style-type: none"> Design a strategy and instruments to strengthen the non traditional rural financing system Adjust or modify the legal framework Consider introduction of agricultural insurance
Institutional/organizational	<ul style="list-style-type: none"> All concerned groups 	<ul style="list-style-type: none"> Lack of institutional coordination 	<ul style="list-style-type: none"> Support implementation of proposed institutional transformation of sector agencies Improve monitoring and evaluation methodologies

Key File 2. Organizations Matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
Enablers				
Secretariat of the Presidency	<p>Coordinates, consultations, implementation and reporting on the PRS</p> <p>Incorporates the Technical Assistance Unit responsible for monitoring and evaluation of the PRS</p> <p>Insures liaison with donor community</p>	<p>Difficulties in updating the 2001 PRS and reaching agreement with civil society and government entities</p> <p>Lack of operational capacity to ensure adequate monitoring and evaluation of agreed upon indicators</p>	<p>Strong commitment by the donor community to align interventions with the PRS</p> <p>Deepen the understanding of management for results</p>	<p>Willingness on the part of government authorities to take into account recommendations by civil society and to institute an accountability framework</p>
Ministry of Finance (SEFIN)	<p>Responsible for the preparation of the budget and processing and approval of external funding</p> <p>Influences decisions at Cabinet level</p>	<p>Limited trained personnel</p> <p>Concentration on the control function</p> <p>Limited understanding and involvement in funding of initiatives in the rural sector</p> <p>Lack of staff and resources to monitor expenditures at the field level</p> <p>Bureaucratic procedures for disbursement and excessive complexity for processing disbursements</p>	<p>Ensure allocation of resources and targeting towards channelling resources in the context of the PRS</p> <p>Proper implementation of the Financial Administration Integrated System (SIAF)</p> <p>Deepening implementation of a monitoring module for expenditures by implementing agencies</p> <p>Provision of accurate information to government and the donor community</p> <p>Capacity to negotiate additional resources</p>	<p>Reluctance on the part of government entities to accept new financial and administrative management procedures.</p> <p>Political pressure to expedite disbursement without accountability for past expenditures</p>
Ministry of Home Affairs (<i>Gobernacion</i>)	<p>Implements projects and programs in favour of indigenous groups and populations of African descent</p> <p>Leadership role in territorial planning and development as well as in local development</p>	<p>New spheres of activities will require considerable investment in human resources and new structures</p> <p>Evaluation of investments at the local level is limited due to lack of proper instruments, staffs and logistics.</p>	<p>Commitment on the part of government authorities to pursue decentralization and local development in the context of the PRS provides a further opportunity to address territorial development and the plight of indigenous and Afro Hondurans</p>	<p>Resistance on the part of political groups to further a decentralization process</p>

...continuation Key File 2

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
	<p>Responsible for implementation of donor assisted projects and programs in areas of its competency</p> <p>Experienced staff in relevant subjects</p> <p>Field presence through governors who preside department development committees and influence local governments.</p>		<p>Possibility to channel resources from other government sectors in order to further participatory mechanisms and decentralization by local governments.</p>	
Ministry of Natural Resources (SERNA)	<p>Responsible for conservation of biodiversity and fulfillment of obligations resulting from international environmental agreements and conventions</p> <p>Addresses soil and water issues and grants environmental impact permits for all economic activities</p> <p>Ensures compatibility of agricultural activities and the environment and management of natural resources</p>	<p>Limited resources and field presence</p> <p>Scarce influence in policy decisions</p> <p>Limited enforcement capacity</p>	<p>Contribute towards adoption of policies on sustainable development and management of natural resources</p> <p>Participate in territorial planning and development approaches</p> <p>Link activities with SAG on shared responsibilities</p> <p>Participate in joint public information projects and programs</p>	<p>Lack of priority given to pursue a process of reorganization.</p> <p>Insufficient attention given to complying with international treaties and conventions.</p> <p>Political pressure from economic groups may hinder it from fulfilling its mandate.</p> <p>Local governments may not incorporate environmental considerations as required by law and for which municipal environmental units have been created.</p>
Ministry of Agriculture and Livestock (SAG)	<p>Responsibility to design and implement agricultural and forestry sector policies linked to PRS implementation and specific targets set</p> <p>Leadership role in consensus building table including government authorities, donor community, private sector and farmer organizations.</p> <p>Leadership role in concerting actions by public and private entities.</p>	<p>Services provided are not aligned with the demand by producers</p> <p>Investments do not result in better output or incomes</p> <p>Institutional weaknesses, contradictory approaches and isolated actions.</p> <p>Limited regulatory enforcement role.</p>	<p>Consensus building mechanism for policy implementation exists</p> <p>Possibility to implement the Strategic and Operation Plan 2006 to 2010 and the Gender Equity Policy for the agricultural sector</p> <p>Possibility to develop sector and sub sector wide approaches</p>	<p>Dependency on political broad based support to implement actions outlines in the Strategic and Operational Plan.</p> <p>Conflicting interest of other agencies which form part of the agricultural sector establishment.</p> <p>Changes in overall sector policies and institutional and organizational arrangements.</p>

...continuation Key File 2

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
		<p>Overlapping of mandates with other government entities</p> <p>Each agency within the agricultural sector system has own by-laws</p> <p>Limited analytical, research and planning capacities.</p> <p>Concentration on solving emerging problems rather than confronting structural issues and poor focus on implementation of sector development projects</p> <p>Lack of monitoring and evaluation capacity and coordination mechanisms with other relevant agencies.</p>	<p>Inclusion of sector policies in the context of local development and decentralization</p>	<p>Possibility that donors channel their support to other participants in the sector directly disregarding SAG roles.</p>
Service providers				
National Agricultural Development Bank (BANADESA)	<p>Long standing tradition in serving small/scale producers in rural areas</p> <p>Gradually expanding its coverage of national branches in all of Honduras</p>	<p>High levels of politicization ,</p> <p>High operating costs and inefficiencies</p> <p>Limited logistical capacity to address the needs of rural poor farmers</p>	<p>Restructuring process and strengthening measures being proposed and discussed may lead to better service</p> <p>Possibility of obtaining additional funding from government</p>	<p>Continued policies that encourage non payment</p> <p>Political influences to benefit richer farmers abandoning services to smaller rural peasants.</p> <p>Diminished resources allocated by the State</p> <p>Limited capacity to mobilize savings</p>

...continuation Key File 2

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
National Agricultural Institute (INA)	<p>Experience in working with agrarian reform peasant groups in registering and securing land titles</p> <p>Presence in rural areas and within vulnerable groups</p> <p>Relationships with agrarian leaderships and capability to influence decisions</p>	<p>Inexistent land for expropriation and distribution to the rural poor</p> <p>Weak structure and poor management procedures resulting in low efficiency levels</p> <p>Low performance by staff due to political affiliations and union membership.</p> <p>Limited financial and logistical support</p>	<p>New policies and management approaches being proposed as part of the restructuring of SAG</p> <p>Possible participation in territorial approaches and ordering</p> <p>Willingness by international donors to assist in institutional strengthening and addressing land tenure issues in the agrarian reform sector.</p>	<p>Unwillingness on the part of government authorities to address the issues related to the agrarian reform sector which is at the core of the organization's mandate.</p> <p>Use of market instruments for land adjudication which may leave the rural poor out</p> <p>Lack of clarity in terms of responsibilities and functions especially with the Property Institute</p>
National Program for Sustainable Rural Development (PRONADERS)	<p>Established by law which gives it the responsibility to harmonize rural development policies and strategies and to promote participation of rural communities in their development</p> <p>Legal and administrative mandate to channel SEFIN resources for projects in favour of rural communities</p> <p>Capacity to strengthen rural financial services</p>	<p>Does not fully participate in drafting new sector policies or in pursuing Sector Wide Approaches</p> <p>Lacks field presence which results in lack of coordination with projects and programs of a multi-sector focus at the local level</p> <p>Limited capacity for monitoring and evaluation</p>	<p>Possibility to clarify its role in the context of new sector policies and define its role</p> <p>New projects being discussed with funding agencies</p>	<p>Reluctance on the part of several funding agencies to contribute towards projects implemented by it.</p> <p>Difficulties in reaching consensus with other agricultural sector agencies</p>
National Women's Institute (INAM)	<p>Improved operational capacity due to reorganization</p> <p>Developed a Gender Equity Policy for the Agricultural Sector</p> <p>Women's units have been established at local government level</p>	<p>Organizational restructuring dependent on policies of the new Administration</p> <p>Due to its size it has limited political negotiating capacity.</p> <p>.Limited resources to ensure government department implement gender cross cutting concerns and supervise adoption of gender measures</p>	<p>Deepen approaches already introduced in favour of rural women in accessing credit, participation, and education</p> <p>Possibility to influence government decisions and donor contributions towards advancement of women</p>	<p>Few concrete measures and limited interventions only base don political discourse</p> <p>Limited understanding by decision makers of gender dimensions</p>

...continuation Key File 2

Organization	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
Client Organizations				
Local Governments	Budgetary allocations from the central government Independent financial management Have a strong umbrella organization in the Association of Honduran Municipalities (AMHON) with strong political influence	Dependency on outside non self generating funding limits implementation of activities Limited coordination with other national government projects and programs Limited technical capacity and monitoring and evaluation mechanisms	Clear targets and available resources to support local governments provide an opportunity to further decentralization together with political will on the part of the donor community.	Use of local governments for political purposes Lack of transparency in the allocation of resources which may result in cancelling disbursements Poor technical judgment and politicization of investment and selection of beneficiaries
Non Governmental Organizations (NGOs)	A great number of NGOs deal with poverty issues in urban and rural areas with growing presence in the later	Too narrow focus resulting in fragmented interventions and limited impact in small geographical areas Lack of coordination with other efforts Slanted interventions depending on conditions imposed by certain organizations of a religious nature	Possibility to participate in concerted poverty reduction efforts under PRS country ownership	Open competition among NGOs to serve similar clients and areas of specialization
Farmer organizations	High representational character Long lasting experience in addressing membership concerns	Concentration on vindictive demands Limited understanding on impact of policies which may affect their membership	Possibility to engage in negotiations and dialogue Increase their credibility and impact	Government interference or indifference vis-à-vis true demands

Key File 3. Complementary donor initiative/partnership potential

Donor/Agency	Programmes and projects	Status	Complementary /Synergy potential
World Bank (IBRD)	<ul style="list-style-type: none"> • Land Access Pilot Project (PACTA). • Development of the Copan Valley. • Rural Competitiveness • PATH • Nuestras Raices • Forestry and Rural Productivity 	The IBRD has recently approved its new Strategy 2006-2010. The strategy includes a new operation related to competitiveness of the rural economy.	High complementarities and synergy potential with the objectives of the COSOP especially in relation to furthering the competitiveness of the rural sector
Inter-American Development Bank (IDB)	<ul style="list-style-type: none"> • Reactivating the Rural Economy (RERURAL). • Management of Natural Resources Program (MARENA). 	The IDB 2003-2006 Strategy is presently being revised. It is expected that the new Strategy will be finalized by mid-2007.	Synergy potential in providing support to indigenous groups and development of identity products and sustainable tourism.
Central American Bank for Economic Integration (CABEI)	<ul style="list-style-type: none"> • PRONADEL I and II. Co financing of the IFAD funded project. 	The Bank's present Strategy covers 2005-2007. Cofinanced project with IFAD have been extended till December 2009.	High complementarities. CABEI is a co financier of IFAD operations. Expressed interest in financing a new operation under this COSOP
United Nations Development Program (UNDP)	<ul style="list-style-type: none"> • Biodiversity in Priority Areas. • Poverty Reduction and Gender in Western Honduras. • Support to the Administration in Rural Areas (PAAR). 	A system-wide strategy is covered by the United Nations Development Assistance Framework (UNDAF) 2007-2011	Synergies exist as UNDP provides administrative support for implementation of IFAD-funded project in the country.
United Nations Food and Agriculture Organization (FAO)	<ul style="list-style-type: none"> • Support to PACTA implementation. • Sustainable Development and Rural Development in Hillside Agriculture. • Food Security Program (PESA). 	(UNDAF) 2007-2011	Synergies exist in terms of the FAO involvement in PACTA and its interest in hillside agriculture
World Food Program (WFP)	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance and Recovery Program. 	(UNDAF) 2007-2011	Complementary activities exists as WFP provides assistance to the poorest among the poor ensuring food security
Commission of the European Union	<ul style="list-style-type: none"> • Support to small and medium sized producers in Olancho (PROLANCHO). • Food Security Program. 	The CEU is presently preparing a new Strategy for the 2007 -201.	Possible synergies are dependent on the strategic approach to be adopted which could include the use of SWAPs.

...continuation Key File 3

Donor/Agency	Programmes and projects	Status	Complementary /Synergy potential
Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Reduction of Rural Poverty. • Strengthening of rural women's groups. • Support for DINADERS. 	Present strategy until 2008. Honduras is a partner country for Canada in Latin America.	Strong synergies in the relevant projects implemented under the PRO MESAS umbrella program. Collaboration with IDRC is also possible.
Finland	<ul style="list-style-type: none"> • Local Development for Poverty Reduction in Northern Copan. 	Finland's strategy is covered by the country's ODA policy adopted in 2004.	Complementary activities could be sought under Finland's program based on the Kyoto Protocol.
Germany	<ul style="list-style-type: none"> • Rural Development Program in Santa Bárbara. • Social Forestry Program. • Management of Natural Resources in Rio Platano Biosphere Reserve). 	Germany's strategy follows the decision of the German Government to name Honduras as a priority country for assistance in 2001.	High complementarities in the context of the PRONADEL Project in connection with activities in the Mosquitia Region.
Japan	<ul style="list-style-type: none"> • Support for the production of foodstuffs. • Agricultural Development Training Centre. 	Japan's strategy for Honduras, implemented by JICA, is covered by its ODA Charter adopted in 2003.	Synergies could be sought under a possible SWAP for improving agricultural research and extension program.
Spain	<ul style="list-style-type: none"> • Support for implementation of the Food Security Program executed by FAO. 	Spain's cooperation with Honduras is implemented under AECI's 2005-2008 Strategy.	Synergies under implementation of food security projects and programs.
Switzerland	<ul style="list-style-type: none"> • Sustainable Agriculture in Hillside Areas in Honduras (PASOLAC). 	Strategy covers the 2004-2007. Activities will be phased out in 2007.	Possible complementarities and synergies in the case of the implementation of an agricultural SWAP.
United States of America	<ul style="list-style-type: none"> • Rural Development Project. 	Main assistance is provided under the Millennium Challenge Corporation's compact signed in 2005 for a period of five years.	Although the target group for this large investment project which includes agricultural training and extension in horticulture, provision of financial services and building of rural roads is medium sized farmers there some synergy as surrounding farmers who are IFAD's target group could potentially benefit.

Key File 4. Target group identification, priority issues and potential response

Typology	Poverty Level and Causes	Coping Actions	Priority Needs	Support from Other Initiatives	COSOP Response
Extreme poor rural households	Extreme <ul style="list-style-type: none"> • Less than US\$1 a day • Landless or with less than 1 hectare in hillside areas • Affected by topographic features (hillsides) and irregular rain fall • Limited employment opportunities • Large families (6 members) • Illiteracy, poor health • Do not participate in community level organizations • Large periods of idle time 	<ul style="list-style-type: none"> • Search for temporary employment during harvest time (coffee and land clearance) • Cultivation of basic grains • Female youth migration for domestic service 	<ul style="list-style-type: none"> • Employment • Food assistance • Health, nutrition support • Access to vocational training 	<ul style="list-style-type: none"> • Support by conditional cash transfers • Technological vouchers including provision of seeds and fertilizers by SAG • WFP food-for-work during natural disasters • Food transfers during emergencies 	<ul style="list-style-type: none"> • Technical assistance for ensuring food safety by improving cultivation and housing conditions • If beneficiaries organized provide organizational support • Use of grant mechanism through rural savings and loans associations. • Other projects may enable access to land and micro-credit
Relatively poor small scale farmers	Vulnerable <ul style="list-style-type: none"> • Less than 5 hectares in hillside areas • Approximately US\$2.50 a day • Lack of irrigation • Cultivated crops for food security basic grains • Lack access to bank credit and NGO microfinance • Low profitability of farming • Lack access to markets. 	<ul style="list-style-type: none"> • Migration • Limited livestock • Transport, horses bullocks • Small businesses • Savings 	<ul style="list-style-type: none"> • More advanced agricultural technologies • Higher training needs • Small business promotion • Health and education • Organizational capacity building • Access to markets 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited government support from SAG Agricultural extension programmes • NGO support ´to micro-credit programmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Agricultural technology support. • Financial and non financial services • Local initiative investments
Small scale farmers/ entrepreneurs	<ul style="list-style-type: none"> • Low productivity • Access to credit with high interest rates • Outdated technologies • Weak market linkages 	<ul style="list-style-type: none"> • Diversified production • Provision of services • Some livestock • Have organizational capacities 	<ul style="list-style-type: none"> • More advanced technologies • Access to credit • Marketing infrastructure 	<ul style="list-style-type: none"> • Larger multilateral and bilateral donor projects • Bilateral NGO projects 	<ul style="list-style-type: none"> • Funding local initiatives • Assistance in leveraging other services • Provision of information and linkages to markets • Provision of public goods

